

MGF-188

N° 59. — Septembre-Octobre 1929

DIXIÈME ANNÉE

Subvention du Conseil Général

Travailler pour la Corse



REVUE de la CORSE

ANCIENNE et MODERNE

Historique, Littéraire et Bibliographique

SOMMAIRE

	Pages
AMBROSI A.....	<i>Les Corses dans l'Afrique du Nord : le Bastion de France</i> 201
»	<i>Napoléon Bonaparte et Toussaint Louverture</i> 214
SANTONI Fr.	<i>L'Election au Village</i> 219
PIETRI J.....	<i>L'unité de longueur dans l'architecture corse</i> ... 235
SERVEILLE E.....	<i>Calvi au XVI^e siècle</i> 237
BIBLIOGRAPHIE. —	Le Dialecte corse. — Frais de pourrautes : Nouvelle. — Anthologie des Berivains corses. — Journaux et Revues.
NOUVELLES en quelques lignes :	Géographiques, économiques et touristiques.



DIRECTION :

Professeur A. AMBROSI-R., 9, Place du Général-Benret, PARIS (XV^e)

COMPTE POSTAL : Paris 813.42 — TÉLÉP. : Vaugirard 01.12

A NOS LECTEURS

La *Revue de la Corse*, fondée en 1919 par M. CLAVEL, se tient à l'écart de toute question politique et ne se soucie que des questions scientifiques et économiques relatives à la grande île française. C'est une publication illustrée de 48 pages au moins et paraissant tous les deux mois, soit six numéros par an.

Le montant de l'abonnement annuel est maintenu au-dessous de sa valeur commerciale, car la Direction persiste dans son intention d'en faire un organe de vulgarisation des questions corsees, à la portée de toutes les bourses. Il est de quinze francs pour la France et les colonies, de vingt francs pour l'étranger.

Toutefois, la Direction, pour lui permettre d'accroître l'abondance du texte et de l'illustration, accepte volontiers que les abonnés portent spontanément leur versement à vingt et à vingt-cinq francs.

Elle leur demande davantage : c'est de communiquer la *Revue* et de recruter des abonnés. Plus le nombre en sera grand, plus l'importance du périodique augmentera.

Elle prie instamment les abonnés de lui faire connaître leurs changements de résidence et de domicile.

Elle accepte enfin les offres de publicité commerciale (feuilles rouges) dans le seul but de couvrir en partie ses dépenses. Les tarifs, identiques à ceux des autres *Revues*, sont de 500 francs pour une page annuelle, de 250 francs pour une demi-page, de 150 francs pour un quart de page.

Encourager cette *Revue* est un acte de patriotisme qui n'a jamais été plus nécessaire.



Le Directeur prie instamment les abonnés :

1° De l'informer des changements d'adresse ou de domicile pour éviter la perte des numéros ;

2° De ne pas attendre la présentation de la quittance pour l'avertir qu'ils cessent leur abonnement.

Cet avis tardif coûte à la *Revue* 3 fr. 25.

REVUE DE LA CORSE

ANCIENNE ET MODERNE



Les Corses dans l'Afrique du Nord

Le Bastion de France en Algérie

L'Algérie se prépare à célébrer l'an prochain, comme il le mérite, le centenaire du début de la conquête qui fit d'elle une terre française. On ne sait pas assez que notre colonisation dans cette région date du xv^{e} siècle, et qu'elle fut l'œuvre de quelques Corses, au service du roi de France. Ce sont donc nos ancêtres qui ont frayé la voie aux Français, qui ont arrosé les premiers cette terre africaine de leur sang, qui l'ont fécondée, et ont permis à leur patrie actuelle de recueillir les beaux fruits que le monde lui envie. Jusqu'au xix^{e} siècle, et depuis le xvi^{e} presque sans interruption, les insulaires, soit comme corailleurs, soit comme commerçants ont fréquenté les côtes algéro-tunisiennes. Beaucoup d'autres ont résidé sur ce littoral comme esclaves, puis, après leur mise en liberté, s'y sont installés, sont arrivés à une haute situation, même à celle de bey, et le **Petit Bastiais** rappelait récemment l'histoire aventureuse de ce jeune Montera, capturé dans notre île, élevé en Algérie et devenu là, par la suite, un chef important.

Nos contemporains ont suivi la tradition. Par milliers, ils ont émigré dans les villes du Maghreb, comme fonctionnaires ou comme colons. La plupart y sont arrivés à l'aisance, à la fortune même grâce à leur esprit d'initiative et à leur intelligence, ou à des situations élevées dans la magistrature, dans l'administration ; certains encore y jouent un rôle politique de premier plan comme maires, comme députés, comme sénateurs. L'Algérie française a été et demeure en partie une Algérie corse. Une fois de plus éclate ici cette vérité que les Corses ne sont ni nonchalants, ni paresseux. Ceux de l'Afrique du nord font honneur à notre petite patrie.

Comment auraient-ils manqué au devoir qui les incite à commémorer l'œuvre de leurs devanciers, et en même temps la leur ? Comment la glorification de l'énergie fran-

caise en Algérie ne serait-elle pas aussi celle de l'œuvre corse ? Nous ne nous étonnerons pas que nos compatriotes aient décidé de constituer un comité et de faire appel à tous les insulaires pour célébrer la mémoire de ces premiers Corses qui donnèrent l'exemple des fondations commerciales dans l'Afrique du nord et posèrent les jalons de la future conquête. Nous avons reçu de M. Filippi Louis, professeur agrégé au lycée d'Alger, le premier bulletin de propagande et d'organisation du quatrième centenaire du Bastion de France, fondé en 1530 (1). L'activité de ces ancêtres qui créèrent un premier établissement africain nous est aujourd'hui bien connue, grâce aux recherches et aux travaux de M. Masson, professeur à la Faculté des Lettres d'Aix, qui, dans ces vingt dernières années, publia plusieurs ouvrages se rapportant aux antécédents de notre colonisation.

Histoire des établissements et du commerce français dans l'Afrique du nord ;

Les Compagnies du Corail, étude parue en 1908 ;

L'Agence nationale d'Afrique de 1794 à 1801, parue en 1909 ;

Concessions et compagnies d'Afrique (1801-1830), en 1919.

Grâce à cela, M. Filippi a pu, dans son Bulletin que les Corses ne peuvent pas lire sans un certain orgueil, reconstituer l'œuvre des Lencii, qui furent les premiers pionniers français. Thomas Lencio était né en Corse, « seigneurie » de Gênes », vers 1513. Sa mère s'appelait Gentileta de Porrata. Il vint habiter Marseille vers 1533, et s'y maria, vers 1541, avec Hugona Napollon (Napoleoni). Vers 1550, il obtint du roi d'Alger congé et permission de pêcher le corail en Barbarie et s'associa avec deux autres Marseillais. En juillet 1553, Henri II lui accorda ses lettres de naturalisation et un mois après des lettres patentes autorisaient Lencio et sa Compagnie à porter en Barbarie, pour la pêche du corail « robes de contrebande prohibées et défendues ». La Compagnie avait le droit d'équiper tous les bateaux qui lui étaient nécessaires et d'armer une ou deux frégates. Le Roi promettait sa protection aux « pêcheurs, facteurs, entremetteurs et négociateurs de la Compagnie ». La nostra compagnia della pesca de coralli da Buona », comme dit Lencio, comportait 25 parts ou carats ; Lencio en avait six, et les dix autres

(1) Brochure de 48 pages, 15 août 1929.

associés une demie ou quatre, mais il devait tenir ses compagnons au courant de tout et recevait une rétribution de 300 livres par an. Le Bastion de France, près de Bône, était fondé. Lencio mourut en 1568, après avoir marié sa fille à Jean-Baptiste Forbin, sieur de la Motte. s

Antoine Lencio, frère de Thomas, qui avait résidé à la Calle et à Bône, fut alors appelé à diriger la Compagnie. Il fit un voyage à la Cour et obtint que le Roi intervînt en sa faveur à Constantinople, d'où le Grand Turc envoya en Algérie l'ordre de le laisser jouir en paix des comptoirs fondés et de lui permettre de contracter, acheter et vendre parmi les Arabes. Défense était faite de lui occasionner trouble et empêchement. Un concurrent, J. B. Nicolle, de Marseille, essaya de créer une compagnie rivale, favorisée par le Roi. Mais, en 1582, le vice-roi d'Alger confirmait à Lencio le monopole de la pêche, et la possession de ses établissements. Cette faveur lui permit de fonder une société pour la pêche sur les côtes de Tunis, avec le concours de ses compatriotes Jean Porrata et Orso Santo Cipriani. Il l'installa au cap Nègre et sur la Rivière Salée, près de Bizerte et il eut la satisfaction de supplanter les Génois, notamment à Tabarca. Mais, croyant éviter tout ennui par une entente avec Nicolle, il en fit son associé. C'était introduire le loup dans la bergerie. En 1586, en effet, le nouveau venu devait obtenir des lettres patentes qui lui réservaient tous les établissements tunisiens. D'autres mésaventures avec le consul français d'Alger, qui l'obligeait à payer 650 écus de droits, nous laissent entrevoir les difficultés que son initiative rencontrait. On le trouve, en 1587, mêlé aux conflits entre ligueurs et royalistes, qui divisaient Marseille. Ils devaient lui coûter la vie. Il fut massacré par ses adversaires dans la chapelle du couvent de l'Observance où il s'était réfugié et son cadavre traîné dans les rues. Quatre ans plus tard, en 1592, sa fille épousait un Riquetti de Mirabeau et en 1596 son fils s'unissait à la petite-fille de Siampieru.

Son frère Visconte avait été jusqu'en 1582 l'écrivain, c'est-à-dire le ministre des finances et des relations diplomatiques de la Compagnie, d'abord à Bône, puis au Bastion. Un autre Corse lui avait succédé, Victor Marchioni, mais c'est au cousin germain d'Antoine Lencio, Jean Porrata, issu d'une famille génoise ralliée à la cause française, qu'avait été donné par Henri III le commandement du Bastion. Il y resta dix-sept ans et réussit à maintenir la prospérité du comptoir, en achetant la bienveillance des autorités algériennes et turques par des cadeaux magnifiques ou en évin-

gant, grâce aux amitiés que ceux-ci lui valaient, la concurrence des Anglais et des Génois. La ville de Marseille lui accorda le droit de cité. Son œuvre fut continuée par le fils d'Antoine Lencio, l'époux de Louise d'Ornano, Thomas, à partir de 1597 et jusqu'en 1608.

Au commencement du XVII^e siècle, des difficultés surgirent entre les Franco-corses de l'Afrique du nord et le pacha d'Alger « à cause de leurs malversations » dit un document de la Bibliothèque Nationale (2). Le Bastion fut détruit et les Génois triomphèrent. Leur établissement de Tabarca devint le centre du trafic algéro-tunisien, grâce à la protection du roi d'Espagne et au profit de Gênes. La France, alors gouvernée par une femme incapable, Marie de Médicis, négligeait ses intérêts au dehors ; mais un commerçant corse enrichi, Sanson Napollone (Napoleoni) qui avait été consul de France à Alep, s'efforçait cependant de renouer la tradition. Au cours de ses voyages à Constantinople et à Alger, il avait sondé le terrain et trouvé, dans ces deux villes, quelque encouragement. Ses efforts n'auraient peut-être pas été couronnés de succès, si Richelieu n'avait pas pris en main les destinées françaises. En 1626, le grand Cardinal intervint. « Le Roi, rapporte le document précité, désirant le bien de ses sujets et rétablissement du négoce, fait l'honneur de commander au dit Sanson d'aller au dit Alger pour rechercher les moyens de faire un traité. Sa Majesté veut rétablir le Bastion et faire entreprise sur Tabarca ».

Sanson obéit. Après une infinité de difficultés, suscitées par les ennemis de la France, et un an de négociations pénibles, il l'emporta. Il revint d'Alger avec un projet de traité, le soumit à l'approbation du cardinal et, le 9 septembre 1628, l'affaire fut conclue « à condition de payer annuellement, pour l'usage du dit Bastion, négoce et pêche de corail, la somme de ving et une mille livres, tant pour la scala de Bône, Cap de Rose et la Calle, dite Massacarès que pour le Bastion. » Le 22 novembre 1628, les travaux furent entrepris ; 400 personnes y furent employées pendant trois ans « à grands frais et dépens, ayant fait porter tous les maté-

(2) M. Filippi a eu la bonne idée de reproduire dans sa brochure le texte de ce document inédit, qui est le rapport ou Discours du Corse Sanson Napollon sur la situation et l'avenir du Bastion, après l'avoir fait recopier et photographier à la Bibliothèque nationale, où il est inventorié avec le numéro 16.164.

riaux pour faire les dites constructions des chrétiens et nolisé pour cet effet trois navires qui allaient et venaient continuellement pour porter lesdits matériaux, semblablement avec grands dépens. » Ainsi furent édifiés les remparts du Bastion, la maison de Bône, la forteresse de la Calle, de Massacarès et du cap Rose ».

*
* *

Le rapport de Napollon continue ainsi et il mérite d'être reproduit intégralement : « Les dites places sont maintenant en leur perfection. Pour la pêche du corail, il y a 24 bateaux fabriqués exprès pour faire la dite pêche, à chacun desquels il y a sept hommes, une frégate avec vingt hommes, deux autres frégates à chacune dix hommes, deux tartanes à chacune neuf hommes et grande quantité de ficelle, fil, cordage et filets pour faire la dite pêche du corail.

En ces quatre places, il s'y peut occuper ordinairement huit cents hommes ; on estime quatre cents d'eux destinés à polir le corail, faire donner ordre aux provisions nécessaires pour le dit Bastion, selon le compte qui y a été déjà fait. De cette sorte, non seulement les dits douze cents hommes vivent et gagnent leur pain, mais environ jusqu'à deux mille, comprenant leurs familles.

Du Bastion se retirent corail, grains, cuirs, cires, laines, chevaux. Le grain sera pour les pauvres, d'autant qu'il est à bon marché, n'étant pas si bon que celui qui croît en Provence, étant néanmoins net et sans aucun mélange.

Es dites places se dit et célèbre tous les jours la sainte Messe et au Bastion s'y établit un couvent de religieux dédié à Sainte Catherine (3) ; ...les Mores admirent la bonne vie des chrétiens, l'ordre et la magnificence du service de Dieu et de la religion chrétienne...

Pour les esclaves, qui s'en peuvent fuir des villes et lieux de Barbarie, se viennent sauver au dit Bastion qui est un asile assuré et soudainement nous les envoyons en chrétienté.

Les fêtes, le gain, la pêche qui se fait du corail est destinée et employée à faire un fonds pour aider à racheter les pau-

(3) Napollon fut sans doute inspiré, dans cette fondation, par le souvenir du couvent de Sainte Catherine de Siscu, dans le Cap Corse, son pays d'origine.

vres esclaves et pour marier les pauvres filles et pour autres œuvres pies.

En tous les dits lieux, les Turcs ni les Mores ne peuvent avoir aucune sorte de juridiction, ni faire levée d'aucun droit pour quelque cause que ce soit. Le gouverneur du dit Bastion exerce la justice civile envers tous les Mores qui trafiquent et vont es-dits lieux et places, et si aucun More a commis quelque crime, se sauvant au dit Bastion, il est en franchise, sans que le dit gouverneur soit obligé de le rendre, si bon ne lui semble (4).

Il ne se paye aucune sorte de droicts en toutes les dites places et peut un chacun y négocier sans payer aucune chose et la justice y est exercée par forme de prud'hommes.

Tous ceux qui vont au dit Bastion ne payent aucune chose pour le pain, la viande et autres choses nécessaires pour vivre et on pratique cette charité envers toutes nations qui y viennent, tellement que, décompte fait, il se mange tous les jours cinq mille pains (5).

Tous les Mores de l'Afrique ont fait ligue contre les Turcs et fait dessein de ruiner Alger et Tunis, à cause des ravages et cruelles tyrannies qu'ils exercent contre les dits Mores.

L'année 1624, les dits Mores envoyèrent au Grand Seigneur un nommé Sidi Salem, homme docte et de grande autorité pour faire leurs plaintes. Il leur fit répondre qu'il ne pouvait pas dompter ceux de Barbarie. Le dit Salem a particulièrement fait entendre le dessein et résolution des dits Mores, lequel le dit Sanson fit savoir en même temps à Sa Majesté, laquelle lui donna commandement de continuer soigneusement à tenir la main pour savoir la suite des desseins et résolution, pour voir ce qui en peut arriver, Sa Majesté ayant fait donner un chiffre au dit Sanson, afin de lui pouvoir donner avis de tout secrètement.

Il y a environ trois ans que les dits Mores se soulevèrent contre ceux d'Alger et Tunis et ont défait en bataille par quatre fois les dits Turcs et gagné quarante mille mousquets, tenant les dites villes en nécessité de vivres pour s'être rendus maîtres des passages, ne laissant rien avoir et ont tant d'intelligences dans les dites villes qu'il se peut espérer que

(4) La souveraineté était donc pleine et entière.

(5) Notons ce chiffre. Il donne une idée de l'activité commerciale du Bastion.

Dieu permettait qu'ils se déchirent eux-mêmes, et n'y a homme de bien que le dit Salem lequel croit et se promet de faire déshabiter et chasser les Turcs des dites villes, et pour ce que les dits Mores ne les pourraient ou voudraient garder, ils font offre de les remettre aux Français et nous prie que quand Dieu voudra faire réussir leur dessein, d'en donner promptement avis au Roy, afin que Sa Majesté y envoie des personnes et de sa part auxquelles ils remettront les dites villes sans mettre la main aux armes.

Du Bastion et par la grande considération et communication qu'on a avec le peuple, il se peut toujours savoir tout ce qui se passe en Barbarie et leurs desseins et forces, et cette côte se trouve acquise et assurée à Sa Majesté, sans qu'il lui en coûte aucune chose pour l'entretienement des dites places, et quand le temps sera favorable, Sa Majesté peut faire débarquer tant de gens de guerre qu'il lui plaira sans aucun danger ni difficulté ; mais, au contraire avec toute sorte de sûreté et se trouvera es-dites places toute la quantité de vivres et victuailles qui sont nécessaires pour la nourriture des gens de guerre (6).

Il est nécessaire de conserver les dites places sous couleur de négoce et pêche du corail, afin que le dessein de faire la dite conquête ne soit pas connu.

Il faut remarquer que les plus grands ennemis du dit Bastion sont les Espagnols, qui ne voudraient pas que les Français fussent si proches voisins de Tabarea. Aucuns particuliers Français voudraient aussi tâcher d'avoir le dit Bastion pour leur utilité particulière et jouir du dit Bastion sans y apporter aucun travail ni dépense ni à autre dessein que pour leur seul profit ; le dit Sanson ayant ressenti et reçu de très grands dommages par les traverses que telles gens lui ont données, empêchant qu'il ne parvint à la gloire de cette entreprise.

Dieu a donné par sa grâce au dit Sanson Napollon le cœur et courage et l'assistance pour résister à toutes ces traverses et pour se conserver de toutes les mauvaises surprises et entreprises qui ont été faites contre lui et de tous les

(6) L'idée de l'occupation algérienne par la France est donc une idée bien corse ; Sanson y revient à plusieurs reprises et le Bastion n'a pour lui d'autre intérêt que de faciliter un débarquement des troupes royales et de préparer la voie à la grande entreprise, qui attendra le XIX^e siècle.

efforts de l'envie, tellement qu'il faut croire que Dieu se veut servir de lui, puisque déjà il a miraculeusement redressé par sa main le dit Bastion et les autres places sans nulle autre assistance que celle de sa divine bonté *qui lui a donné et fait le cœur français* et un désir de le servir et Sa Majesté Très Chrétienne et tous ses sujets ».

*
* *

On voit par la lecture de ce document, dont l'importance n'échappera pas à nos lecteurs, que notre compatriote Napoléon, nommé gouverneur du Bastion par lettres patentes du 29 août 1631, préparait secrètement la domination française dans l'Afrique du Nord, et qu'il faisait cause commune pour cela avec les habitants ou Mores contre les Turcs, oppresseurs du pays. Mais il était écrit au livre du destin que ce projet ne serait réalisé qu'en 1830, deux siècles plus tard. Dans la nuit du 10 au 11 mai 1633, Sanson était tué à Tabarca par les Génois. Dans l'histoire des relations de Gênes et de la Corse, la mort a fort souvent servi le Sénat ligure ; elle lui a permis de se débarrasser d'adversaires victorieux. Le principal vaincu cependant devait être la France, qui perdait un serviteur entreprenant et dévoué (7) ; quant aux Corses, ils continuèrent, par suite de l'occupation de leur pays par Gênes, à fréquenter les parages de l'Algérie, surtout comme corailleurs. Nous savons que leur commerce était encore actif en 1789, par le conflit qui éclata entre eux et la compagnie de Marseille, jalouse des insulaires qui, avant 1763, opéraient sous la protection de la bannière génoise.

Le cabotage corse en Algérie a donc été continu depuis deux siècles et demi. Ses origines remontent à des sources sûres et glorieuses. Quand le gouvernement et les autorités algériennes rappelleront les efforts de ceux qui, dans le passé, préparèrent l'acquisition de cet admirable territoire, sans lequel il est permis de dire que la France cesserait d'être ce qu'elle est, ils mettront nos ancêtres en bonne place

(7) Les Algériens enlevèrent aux Français à cette époque 80 vaisseaux, 1331 marins ou passagers et 4.752.000 livres. Le Parlement de Provence remontrait en 1635 que le commerce de cette région était perdu, si le Roi n'employait pas les galères contre les pirates barbaresques. Mais ni la force ni la diplomatie ne rétablirent la situation antérieure à 1633. (D'après Mariéjol, dans l'Histoire de France de Lavisse, p. 416).

et leur rendront, nous l'espérons, justice. Le comité Filippi participera à ces fêtes avec les droits les plus légitimes. En attendant, il va s'efforcer d'obtenir le concours du Conseil général à l'édification d'un monument commémoratif à la Calle, où les Corses s'établirent dès le xvr^e siècle, et à la restauration partielle de la tour du Bastion de France, qui serait déclarée monument historique.

Le 10 mai 1930, jour anniversaire de la mort de Sanson Napollon, les délégués des sociétés corses iront inaugurer la tour reconstruite au milieu du maquis, sur l'emplacement du cimetière où reposent ces héros anonymes, Corses des xvr^e et xviii^e siècles au service de la France. Comme l'a dit un membre du comité fondé dans ce but, M. T. Paoli, receveur des contributions, en retraite à Bône : « C'est un pieux devoir pour tous les Corses (et un devoir strict) de faire sortir de l'oubli le souvenir de nos ancêtres qui, bien avant 1830, ont souffert pour la France dans ce pays ».

Voici l'appel que M. Filippi adresse donc à ses compatriotes : « L'histoire de Sanson Napollon et de ses prédécesseurs doit nous inspirer une légitime fierté, car elle montre avec quel héroïque désintéressement nos ancêtres ont travaillé à la gloire de notre île et à la grandeur de la France. De leur temps, le Bastion n'était qu'un modeste fortin sur la côte africaine. C'est aujourd'hui l'immense domaine français qui s'étend de l'Atlantique à la mer des Syrtes et qui, franchissant le Sahara, pénètre au cœur même du continent noir.

Mais nous ressentons aussi un sentiment de tristesse douloureuse en constatant que nos devanciers sont profondément oubliés et qu'une ingratitude trois fois séculaire méconnaît obstinément tous leurs sacrifices. Ils sont venus trop tôt, ils étaient l'héroïque avant-garde qui précédait de trois cents ans l'armée française de 1830, et au jour du triomphe leur nom n'est même pas prononcé. Les textes officiels du centenaire célèbrent seulement les soldats de France qui, il y a cent ans, ont libéré l'Algérie du joug barbaresque. Pour nos ancêtres, il y a prescription. Ne sont-ils pas soldats de France, ces soldats corses dont Henri IV et Richelieu admiraient l'endurance et la bravoure ? N'ont-ils pas avant tous les autres travaillé à libérer l'Algérie du joug barbaresque, ces hommes qui arrachaient au dey d'Alger la promesse de donner au Roi de France le Bastion et les Echelles de Bône ? Pour qui donc ont-ils tant souffert et tant combattu ? Pour qui Napoléon est-il mort ?

Si tous les autres ont peut-être le droit d'oublier, nous avons le devoir de nous souvenir. Nous devons proclamer que les premiers conquérants du sol barbaresque étaient « Corses de nation » comme disent les vieux documents, mais que leur cœur était français. Leur unique ambition, ardente et désintéressée, était de s'incorporer à la France, de payer leurs « lettres de naturalité » avec leurs souffrances et leur sang et de se donner tout entiers à leur patrie d'élection.

Nous ne voulons pas que cette glorieuse histoire soit à jamais ensevelie ; nous voulons que, parmi les fêtes fastueuses du centenaire qui se dérouleront pendant six mois, une pauvre et unique journée soit consacrée à nos ancêtres, à leur souvenir injustement aboli, à l'hommage filial que nous leur adressons, à la réparation médiocre et tardive d'une longue ingratitude.

Si tous les membres de notre grande famille veulent se rassembler autour du « fucone » ancestral, s'ils font preuve de cette solidarité corse qui est notre plus grande vertu, si chacun de nous apporte sa pierre au « mucchio » et sa modeste offrande à Sanson Napollon, le succès de notre patriotique entreprise est magnifiquement assuré, et le 10 mai 1930, nous serons réunis en un pieux pèlerinage au Campu Santu où, par milliers, reposent nos pères, nous nous inclinons avec une gratitude filiale devant l'image de bronze qui fera revivre notre chef. Nous redirons ensemble le mot d'ordre qu'il nous a donné contre les Génois : « *La costa che guardano li Francesi in Barbaria* » et nous lui promettrons de garder dans nos cœurs, à la place la plus secrètement chère, avec son impérissable souvenir, les vertus dont il fut le glorieux symbole : le patriotisme, le désintéressement, la vaillance et la fidélité ».

La *Revue de la Corse* prie ses lecteurs de ne pas répondre à cet appel par l'indifférence. Il s'agit de proclamer à la face de tous que le nom de *Corse* est glorieux.

*
**

APPENDICE

Nous croyons intéressant de joindre ici, à cette question de la fréquentation par les Corses de la côte Algérienne, quelques documents divulgués par le Comité de publication des archives révolutionnaires. On y verra que nos compa-

tristes s'étaient en partie adjugé le monopole de la pêche du corail dans ces parages et qu'ils avaient la prétention de les interdire aux marins marseillais, en particulier à la Compagnie royale et perpétuelle d'Afrique, connue à ses débuts sous le nom de Compagnie du corail. Reconstituée en vertu d'un édit de 1741 et subventionnée par la Chambre de commerce de Marseille, elle importait le cuir, la laine, la soie et le corail (9).

I

21 avril 1792.

A M. Bertrand, directeur de la Compagnie d'Afrique,

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez écrite le 17 de ce mois au sujet des propositions à la faveur desquelles les mariniers de Corse demandent qu'il leur soit permis d'aller pêcher le corail sur les côtes d'Afrique. Je viens de communiquer vos observations au Ministre de la marine et aux députés de la Corse à l'Assemblée nationale. Lorsqu'ils en auront pris connaissance, je vous prierai, Monsieur, d'assister à une conférence qui aura lieu entre eux et moi, sur cette affaire.

(Des lettres de teneur analogue furent adressées à Monsieur Lacoste, ministre de la marine et aux députés de la Corse (10) à l'Assemblée nationale pour les inviter à la conférence.

II

26 avril 1792.

Au Ministre de la marine,

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26 de ce mois. Je me suis empressé d'écrire aux administrateurs du département de la Corse pour leur recommander de faire cesser les prétentions des mariniers de leur département qui veulent exiger des passeports

(9) Cf. sur la question, Bonnassieux : *Les grandes compagnies de commerce*, p. 201-208.

(10) Les députés de la Corse étaient : Pietri di Fozzani, Pozzo di Borgo, Peraldi, Leonetti, Boerio et Arena.

pour aller en droiture pêcher sur les côtes d'Afrique. Je joins ici la copie de ma lettre.

Il est bien important qu'il soit pris incessamment un parti sur l'état de la Compagnie d'Afrique et sur le sort des concessions dont elle jouit. Nous conférerons sur cet objet, si vous le trouvez bon, samedi prochain à 6 heures du soir, ainsi que nous en sommes convenus. J'estime qu'il serait utile d'entendre dans cette conférence Messieurs les députés de la Corse à l'Assemblée nationale contradictoirement avec M. Bertrand, directeur de la Compagnie d'Afrique et M. Audibert, un des principaux intéressés, afin d'être mieux éclairés sur le parti que nous aurons à prendre. Si vous ne trouvez point d'inconvénient, Monsieur, dans cette mesure, je les ferai prévenir de se trouver à cette conférence

III

26 avril 1792.

A MM. les Administrateurs du département de la Corse,

J'ai communiqué, Messieurs, au directeur de la Compagnie d'Afrique qui se trouve à Paris, les propositions des pêcheurs d'Ajaccio que vous m'avez adressées. Ces propositions ne lui ont pas paru raisonnables, et il m'a présenté des observations dont j'ai donné connaissance à Messieurs vos Députés à l'Assemblée nationale.

Le Ministre de la marine et moi sommes convenus de réunir, Messieurs, vos députés avec le directeur de la Compagnie d'Afrique et un de ses principaux intéressés, pour examiner dans une conférence ce qu'il sera possible de faire pour concilier tous les intérêts. Cette conférence aura lieu très incessamment.

En attendant qu'il soit pris un parti définitif, il est juste, Messieurs, que vos mariniens se soumettent aux règlements qui existent et qui ne sont abrogés par aucune loi. Je suis instruit qu'ils veulent exiger des officiers de l'administration de la marine des passeports pour aller à droiture pêcher sur les côtes d'Afrique. Ils n'en ont pas le droit sans le consentement de la Compagnie, pendant tout le temps qu'elle sera maintenue dans la jouissance de ses concessions. Je vous prie de faire connaître à ces pêcheurs que leurs prétentions ne sont pas fondées et de les contenir dans

la subordination qu'ils doivent aux règles qui sont prescrites par le bon ordre. Au reste, Messieurs, il ne dépendra pas de moi que, sous peu de jours, il ne soit avisé d'une manière ou d'une autre aux moyens de faire cesser des altercations et des difficultés qui peuvent compromettre de grands intérêts.

IV

17 juillet 1792.

Au Président de l'Assemblée nationale,

Monsieur le Président : L'Assemblée nationale a chargé ses Comités de commerce et de marine de lui rendre compte d'un établissement qui existe à Marseille sous le titre de Compagnie d'Afrique. L'objet principal de cet établissement a été pendant longtemps la pêche exclusive du corail sur les côtes de Barbarie. La Compagnie vendait ses coraux aux étrangers, qui les mettaient en œuvre.

Un entrepreneur intelligent se proposa, il y a treize ans, d'enlever ce genre d'industrie aux Livournais et de le fixer à Marseille. La Compagnie applaudit à ces vues, pour en assurer le succès. Elle s'engagea successivement à ne vendre qu'à cet entrepreneur les produits de sa pêche. Cet arrangement produisit le meilleur effet. Il s'éleva à Marseille une grande manufacture, qui attira beaucoup d'ouvriers étrangers et en forma bientôt de nationaux.

Un défaut d'intelligence entre les Corses qui s'adonnent à la pêche du corail et la Compagnie a affaibli considérablement les importations du corail que faisait la Compagnie ; il a privé la manufacture de la matière première qui alimentait son travail et il a rétabli l'action de l'industrie étrangère.

Dans cet état de choses, M. Rémusat, directeur de la manufacture du corail, établie à Marseille, m'a adressé des représentations que j'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée nationale. Je joins ici copie de la lettre qu'il m'a écrite à ce sujet. L'Assemblée jugera si cette réclamation est digne de son attention et si elle mérite d'être combinée avec les droits de la justice, de la liberté du commerce et de la politique, qui détermineront son décret sur le sort de la Compagnie d'Afrique.

Je suis avec respect, Monsieur le Président, votre, etc.

L'Assemblée législative prit connaissance de cette lettre le 19 juillet et renvoya l'examen de la question au Comité du commerce. Avant que la fin de l'année ne fût expirée, la Compagnie de commerce de Marseille était supprimée. Les assemblées révolutionnaires n'aimaient pas les privilèges.

A. AMBROSI-R.

Bonaparte et Toussaint Louverture

Le document que nous reproduisons ici répand quelque lumière sur l'un des incidents les plus pénibles de l'histoire coloniale du Consulat. Quand Bonaparte se chargea de rendre à la France l'ordre, la prospérité et la paix, il semble qu'il ait fait entrer dans ce vaste programme la restauration de l'empire colonial et le rétablissement de l'activité commerciale. Sans parler de ses projets aux Indes, dont le général Decaen devait être le réalisateur, il chercha en Amérique à étendre les possessions françaises que les traités précédents avaient accrues. La paix devait favoriser cette entreprise. Dès la fin de mars 1801, les négociations, qui allaient amener la fin des hostilités avec l'Angleterre et aboutir au traité d'Amiens, étaient engagées. La discussion n'empêchait pas de préparer les voies aux entreprises lointaines. Au contraire. Celles-ci auraient l'avantage d'inquiéter les Anglais et de les rendre moins intraitables dans l'accord, nécessaire à eux comme aux Français. Bonaparte allait donc se faire restituer les Antilles occupées par l'ennemi. Elles deviendraient le centre de l'expansion future. Au nord, la cession de la Louisiane par l'Espagne (fin mars 1801), au sud la possession de la Guyane, dont les limites étaient indéfinies permettraient de créer un empire français en Amérique. L'île de Saint-Domingue y serait incorporée.

Le traité de Bâle de 1795 nous avait cédé la partie espagnole, c'est-à-dire la région orientale ou Santo Domingo qu'un résident français administrait. La partie occidentale était une colonie française depuis Colbert, peuplée de 600.000 habitants. Mais après 1789, une révolte des esclaves émancipés par la Constituante l'avait ravagée et les Anglais s'y étaient établis. Les commissaires français avaient alors chargé un noir, Toussaint Louverture, qui s'était signalé, de

puis 1791, par ses talents militaires du commandement contre l'ennemi. Ses succès lui avaient permis de se débarrasser tour à tour du général Leveaux, qu'il avait fait élire député et du commissaire de la Convention qu'il avait pros crit du territoire placé sous ses ordres. Le Directoire l'avait pourtant confirmé dans sa charge, et il avait pu alors se conduire en dictateur. On pouvait craindre qu'il ne se rendit complètement indépendant et que la colonie échappât à la métropole.

C'est alors que Bonaparte, devenu Premier Consul, étudia la situation, vit le danger, essaya de regagner Louverture et de le placer sous son autorité. Il lui écrivit donc la lettre suivante, dont l'original se trouve aux archives de Saint-Domingue (1) :

Au nom du peuple français,
Bonaparte, Premier Consul,

au citoyen Toussaint l'ouverture (*sic*), capitaine général de la partie française de Saint-Domingue.

A peine la paix du continent est-elle signée, les limites de la République fixées au Rhin et considérablement accrues en Italie que je me suis fait rendre compte de la situation actuelle de Saint-Domingue.

On a mis sous mes yeux les différentes lettres que vous m'avez écrites, les différentes proclamations que vous avez faites.

Je charge le Ministre de la marine de vous envoyer le brevet de capitaine général de la partie française de St-Domingue.

Le Gouvernement ne pouvait pas vous donner une plus grande marque de confiance. Employez tout entière votre influence à maintenir la paix, à encourager l'agriculture ; disciplinez et organisez les gardes nationales et le corps de troupes soldées, afin que le gouvernement puisse trouver dans leur courage et leurs efforts un moyen de plus de triompher de nos ennemis.

Le tems, j'espère, ne tardera pas, où une division de l'armée de Saint-Domingue pourra contribuer à aggrandir

(1) Ce document a été photographié sur place par M. Altieri, banquier, qui l'a communiqué à M. Vincentelli, le grand négociant d'Anvers, de qui nous le tenons.

dans vos climats la gloire et les possessions de la République.

Je vous salue affectueusement.

A Paris, le treize ventôse (2), an neuf de la République française.

BONAPARTE.

*Vu par le ministre de la marine et des colonies
pour la légalisation de la signature du Premier
Consul Bonaparte et du secrétaire d'Etat Maret.*

FORFAIT (3).

Par le Premier Consul,

Le Secrétaire d'Etat,

H. SURGÈRES B. MARET. (4).

Il est visible que cette lettre témoignait à Louverture beaucoup d'égards, en s'efforçant d'éviter un conflit. Elle n'eut aucun résultat. Le chef des noirs avait trop pris l'habitude de se conduire en maître. Il aurait peut-être consenti à reconnaître la suzeraineté du nouveau gouvernement français, mais il n'était pas prêt à une soumission effective. De son côté, Bonaparte n'était pas homme à tolérer un écart de conduite ou une infraction à la discipline de la part d'un subordonné. Or l'administration de Louverture faisait beaucoup de mécontents ; ceux-ci se réfugiaient à San Domingo, cédée par l'Espagne à la France en 1795 et placée sous l'autorité d'un résident français. **Louverture s'en plai-**

(2) Mars 1801.

(3) Forfait (Pierre-Alexandre-Laurent) était un ingénieur qui devint ministre de la marine sous le Consulat, mais fut remplacé par Décrès, le 3 octobre 1801 et appelé au Conseil d'Etat. On lui doit la construction du port militaire d'Anvers et la fortification de Boulogne.

(4) Maret (Hugues-Bernard) était né à Dijon, Avocat et orateur populaire, il avait contribué à la fondation du club des Feuillants en 1791, puis avait servi dans la diplomatie à Londres et à Naples. Arrêté par les Autrichiens en 1795, libéré à la paix, il avait négocié avec les Anglais au nom du Directoire, puis avait été choisi par Bonaparte comme secrétaire général de son gouvernement. Il était une sorte de premier ministre. En 1809, il devint ministre des relations extérieures. La Restauration le contraignit à l'exil, mais il revint en 1830, fut nommé pair de France, puis ministre de l'intérieur en 1834 et mourut en 1839.

En son nom de l'Assemblée Nationale

Bonaparte Premier Consul.

Le citoyen Toussaint Louverture, Capitaine général de la partie Française de St. Domingue.

Par la suite de la loi du 20 Brumaire, an 8, le citoyen Bonaparte, Premier Consul, a été autorisé à signer, en son nom, les lois, décrets, arrêtés, etc., qui ont été rendus par l'Assemblée Nationale, et à les faire exécuter.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous adresser, par le présent, les lois, décrets, arrêtés, etc., qui ont été rendus par l'Assemblée Nationale, et qui ont été signés par le citoyen Bonaparte, Premier Consul.

Je vous prie de vouloir bien les faire exécuter, et de les faire connaître aux citoyens de la partie Française de St. Domingue. Je vous prie également de vouloir bien leur faire connaître que le Gouvernement Français, par la suite de la loi du 20 Brumaire, an 8, a été autorisé à signer, en son nom, les lois, décrets, arrêtés, etc., qui ont été rendus par l'Assemblée Nationale, et à les faire exécuter.

Je vous prie de vouloir bien leur faire connaître également que le Gouvernement Français, par la suite de la loi du 20 Brumaire, an 8, a été autorisé à signer, en son nom, les lois, décrets, arrêtés, etc., qui ont été rendus par l'Assemblée Nationale, et à les faire exécuter.

Je vous prie de vouloir bien leur faire connaître également que le Gouvernement Français, par la suite de la loi du 20 Brumaire, an 8, a été autorisé à signer, en son nom, les lois, décrets, arrêtés, etc., qui ont été rendus par l'Assemblée Nationale, et à les faire exécuter.

Je vous prie de vouloir bien leur faire connaître également que le Gouvernement Français, par la suite de la loi du 20 Brumaire, an 8, a été autorisé à signer, en son nom, les lois, décrets, arrêtés, etc., qui ont été rendus par l'Assemblée Nationale, et à les faire exécuter.

Je vous prie de vouloir bien leur faire connaître également que le Gouvernement Français, par la suite de la loi du 20 Brumaire, an 8, a été autorisé à signer, en son nom, les lois, décrets, arrêtés, etc., qui ont été rendus par l'Assemblée Nationale, et à les faire exécuter.

Bonaparte

Le Premier Consul

à la résidence de Paris

le 20 Brumaire, an 8

gnit, puis décida, sans prendre l'avis du Premier Consul et malgré son représentant, d'occuper cette partie espagnole de l'île. Il n'en avait pas le droit, mais l'unité du pays était réalisée à son profit. Bien mieux. Il convoqua spontanément une assemblée de délégués qu'il désigna et rédigea avec eux une Constitution qui ne visait à rien moins qu'à donner son autonomie à Saint-Domingue, avec un gouverneur choisi par les habitants. Toussaint devait remplir cette fonction à vie ; il pourrait désigner son successeur. Les lois seraient élaborées par les députés de la population, d'accord avec le président. Cette constitution fut communiquée au gouvernement français (1801).

Bonaparte, en l'acceptant, aurait sanctionné une usurpation de territoire et de pouvoirs qu'une administration centrale quelconque ne pouvait pas admettre, à plus forte raison le Premier Consul. C'était une atteinte grave à l'autorité d'un gouvernement naissant et un exemple pernicieux. Dans l'intérêt de l'Etat et de son chef, il fallait ramener à la raison un général insoumis, puisque la bonté ne l'avait pas retenu. Voilà ce que dut penser Bonaparte. Peut-être, a-t-on écrit, aurait-il mieux valu négocier d'abord. En tout cas, le chef du pouvoir exécutif en France ne le crut pas possible. Les tractations de paix avec l'Angleterre lui donnèrent la possibilité d'agir par mer. Dès la fin de 1801, il organisait une grande expédition militaire de 27.000 hommes, en donnait le commandement à son beau-frère Leclerc, époux de Pauline et, au début de 1802, elle voguait vers l'île où elle arrivait bientôt.

Il serait inutile de faire ici le récit d'une campagne qui a été fort bien racontée, et récemment, par le colonel Nemours, accrédité à Paris comme ministre de Saint-Domingue. On sait cependant que Leclerc eut à lutter contre les noirs qui se battirent bien et contre les maladies, parmi lesquelles la fièvre jaune fut la plus terrible. Il en mourut, le 27 novembre 1802. Louverture, capturé par surprise, et déporté en France, le suivit de près, en avril 1803. Quant à l'expédition, elle aboutit lamentablement au désordre et à l'épuisement. Dessalines, qui avait succédé à Louverture dans la direction de la révolte, permit aux survivants de s'embarquer pour la France.

Telles furent les conséquences de la lettre bienveillante que Bonaparte, homme d'ordre et d'autorité, avait écrite au général Louverture. Mais comme tous ses contemporains, il n'admettait pas qu'une colonie put être régie comme un

protectorat. Et cependant, à Sainte-Hélène, il aurait dit (5) : « J'ai à me reprocher ma tentative sur Saint-Domingue. C'était ma faute. J'aurais dû me contenter de la gouverner par l'intermédiaire de T. Louverture. »

L'Élection au Village

« J'étais là, telle chose m'advint. »

I. — EN ROUTE

Mon dernier voyage en Corse a coïncidé avec les élections municipales. Il en est résulté quelques ennuis.

1° *Pour prendre le bateau.*

Quinze jours avant le premier tour de scrutin, la Compagnie Fraissinet m'écrivait qu'il ne restait plus une couchette disponible, même en première classe, sur le courrier du 2 mai. Mais c'est seulement le 1^{er} et le 3 mai qu'ont été effectués deux départs supplémentaires.

Le matin du 2 mai je me suis rendu à 8 h. $\frac{1}{2}$ au quai de la Joliette, où la foule attendait déjà. Le bruit circulait que toutes les places disponibles étaient déjà retenues, même sans couchette, même en 4^e classe. Mais aucune note sur les journaux quotidiens de Marseille, aucun avis au public ne permettait de savoir positivement à quoi s'en tenir.

Pourquoi ?

Pourquoi ne pas épargner à ces voyageurs une station prolongée et inutile devant les guichets ? Poser la question ce n'est pas la résoudre. Une hypothèse même vraisemblable ne saurait constituer une réponse autorisée, que *seule la Compagnie Fraissinet peut nous faire* elle-même, si elle le juge à propos.

(5) Colonel Nemours : **Histoire militaire de la guerre d'indépendance de Saint-Domingue**, (1925).

Les conversations allaient leur train. Un minimum d'ordre résultait de la division de « la queue » en deux branches : 1° les passagers de 1^{re} et 2^e classes ; 2° ceux de 3^e et 4^e.

— Moi, disait mon voisin, j'ai télégraphié avant-hier pour retenir une place.

— Alors vous ne pouviez pas recevoir de réponse ?

— Non.

D'autres n'avaient même pas cet espoir incertain et se présentaient à tout hasard.

A 9 heures les portes s'ouvrent et la cohue s'engouffre, brutale, à gauche vers le guichet de 3^e et 4^e classes, moins violente à droite vers l'autre guichet. Une fois parvenu à l'intérieur, on peut lire l'avis concernant les deux départs supplémentaires, mais rien n'indique s'il y a encore des places disponibles sur le bateau d'aujourd'hui. Ceux qui sont derrière s'efforcent de se pousser vers l'avant, pour neutraliser l'effort de ceux qui, arrivés après, se glissent sur notre gauche malgré les observations.

2° A bord.

La mer demeure calme durant toute la matinée et les prévisions météorologiques portent : « mer belle en Méditerranée ». C'est seulement à deux heures, à l'instant où le *Ville d'Ajaccio* lève l'ancre, que l'orage éclate. Les passagers de 4^e classe surpris par l'averse quittent en hâte leur « pont » sans abri et affluent sur le pont des premières. Et de plus belle on parle politique. J'ai la bonne fortune de voisiner avec un ancien du 363^e, aujourd'hui médecin en Tunisie. Je ne l'avais pas revu depuis mon évacuation en 1917, et ma joie est vive. Lorsque, en décembre 1915, au repos d'Anould, nous fûmes embarrassés pour faire nos *granagh-joli*, c'est grâce à lui que nous trouvâmes une cuisine idoine. Nous échangeons des souvenirs. Il vient du fond de la Tunisie. Il a retenu sa place sur l'avion Tunis-Ajaccio, mais voilà qu'arrivé à Tunis on lui déclare qu'on n'a pas de place pour lui et on préfère lui rendre la somme versée. Il a eu beaucoup de peine à s'embarquer. Jamais on n'avait connu pareille affluence passionnée. Il a vu hisser à bord toutes sortes d'invalides et jusqu'à un paralytique.

Lui aussi va voter en Corse pour la première fois de sa vie.

Quel vent furieux a soufflé ainsi sur nos villages, attisant la lutte et la fièvre ? Son confrère S..., un de nos plus

jeunes maîtres du V..., fait aussi ce singulier voyage. Figure énergique et franche, où la hardiesse s'allie à la froideur scientifique. Chez les gens de cette trempe la bravoure ne risque pas de tourner en gloriole : aussi consciente de sa nécessité que de son naturel, elle ne fait qu'un avec la personne même. Les conversations se croisent. L'esprit de lutte et de décision s'y mêle avec la patience et le discernement des forces brutes de la mécanique électorale. Un paysan de la plaine orientale me parle sans aucune acrimonie des déboires de la traversée actuelle auxquels devront s'ajouter demain l'interminable trajet Ajaccio-Alistro et les derniers kilomètres de routes et de sentiers.

Je redescends à la salle à manger : ici ce sont surtout des Pumuntinchi, et je trouve à leur accent un charme auquel les considérations phonétiques contribuent moins que les intuitions de l'éthologie et de l'éthique. J'ai écouté les entretiens de vingt groupes sans cesse reformés : je n'ai pas entendu un illuminé, je n'ai pas perçu un mot où le devoir électoral ne fût ramené à sa portée exacte qui est celle des intérêts définis et des sympathies naturelles. Sans atteindre toujours ce rayonnement de la spiritualité qui s'appelle la bonne humeur, le ton est plaisant, libéré des tristesses et des cercles vicieux de l'égoïsme. Alors que Green, Kessel et tant d'autres arrivent à saisir péniblement sur les rapports de l'homme et de la femme vingt bribes de vérité plus dangereuses dans leur isolement que de vieilles erreurs, ces jeunes Sartenais emmenaient avec eux des femmes charmantes qui ont tout compris en voyant vivre leurs maris.

Cà et là les manières laissent à désirer : un homme barbu, au teint mat un peu foncé, d'aspect préoccupé, crache sur le parquet en fumant.

La mer est décidément désagréable. La majorité de mes commensaux renonce à manger, ceux qui s'obstinent fument entre temps force cigarettes. De la table voisine, le d^r S... toujours plein d'entrain, m'encourage vainement à prendre du café : « Vous ne savez pas ce qui est bon. » Accablé de sommeil, je me borne à sourire, mais quand il l'a goûté il s'écrie :

— Vous aviez raison, il ne vaut rien.

— Tant pis, docteur. J'aurais mieux aimé avoir tort.

Plus près, un Ajaccien me parle du conseil municipal de sa ville et je lui demande des nouvelles de M^e Campiglia que je n'ai pas revu depuis notre adolescence. Il comptait

encore sur un matelas, mais le maître d'hôtel lui conseille de garder la banquette. De mon côté, après avoir suivi le maître d'hôtel qui s'assure qu'il n'y a plus une place disponible dans le couloir, je reçois un oreiller avec lequel je m'installe sur ma valise, déposée avant le départ sur une banquette, et à l'instant, ayant couvert ma figure avec le *Journal des Débats*, j'en pars pour le pays des songes.

Le matin grisâtre montre avec quelque réticence les collines, puis la citadelle et les maisons d'Ajaccio. J'attends que les gens pressés soient descendus, mais ce microcosme corse qu'est le « *Ville d'Ajaccio* » est lent à se vider. Soudain je croise mon vieil ami Napoléon V... Il est pâle, il a sûrement passé une mauvaise nuit. « Mon cher ami, qu'allais-tu faire dans cette galère ? »

Hélas ! il faudrait encore décrire le chemin tortueux, l'escalier raide et sombre, et surtout l'espèce de cale qui précède l'échelle de sortie. Comment des êtres humains ont-ils pu passer la nuit dans cette boue d'aigres déjections ? Le cœur se soulève, l'imagination voudrait échapper aux visions de Dante : vous qui sortez, gardez seuls l'espérance...

3° *Le train.*

Malgré leur dextérité les serveurs des cafés situés en face du quai ont peine à satisfaire tout le monde. Rien n'annonce encore l'ouverture du marché. Je me hâte vers la gare afin d'y arriver avant la foule. Me voici devant le collègue Fešch.

Où donc s'en sont allés mes jours évanouis ?

Est-il quelqu'un qui me connaisse ?

Voici certainement la maison où j'ai passé le plus d'heures depuis ma naissance. Cependant voilà près de trente ans que je n'y ai pénétré. La porte est ouverte. Aucun bruit. Seule une poule circule dans la cour d'en bas qui est sans doute encore la cour des grands, où chaque groupe de péripatéticiens avait son secteur préféré.

Comme le souvenir est voisin du remord...

Vers la colline, c'est toujours le même paysage délabré, les maisons vues de dos, avec leurs tuyaux rouges, que le d^r Marcou appelle pittoresquement les branches de corail (1).

(1) *Corse Touristique*, n° 49, p. 119.

Qu'importait ce morne horizon ? Les forces sacrées de l'adolescence nous habitaient, et ce passé intact me livre comme la fleur desséchée du poète de *A. Cispia*

L'immortelle fraîcheur de son plus doux parfum.

Le désordre de la « queue » devant les guichets Fraissinet n'était rien si nous le comparons à l'absence totale d'organisation devant les guichets de la gare. D'abord un seul de ces guichets distribue des billets, l'autre ne s'ouvrira que dans un quart d'heure. Parmi les arrivants, les scrupuleux se placent à la suite, c'est-à-dire à l'extérieur de la porte de droite, mais la majorité pénètre par la porte restée libre et vient insensiblement se mélanger à notre gauche. Ceux qui ont enfin reçu leurs billets ont de la peine à repartir. *Nous prions la C.F.D. d'envisager des mesures plus heureuses* pour le cas où des circonstances analogues ramèneraient une telle affluence.

Nous voici dans le train. Le wagon-salon est spacieux et commode. Je retrouve avec plaisir le docteur ... avec sa mère venue au devant de lui jusqu'à Ajaccio, et avec son fils aîné qui a habité la Corse toute l'année et me raconte ce qu'il y a fait. Nous fuyons déjà la ville et la mer. Voici la plaine odorante, ses genêts aux fleurs d'or, quelques cistes précoces, et ses milliers d'asphodèles merveilleusement étoilés. Nous remontons la Gravona. Sous les arbousiers on aperçoit les cyclamens. L'air est d'une légèreté exquise. J'ai beau évoquer la magnifique plaine d'avant-hier étincelante de soleil au pied des trois châteaux qui dominent Ribeaupillé, et les pêchers resplendissants de la vallée du Doubs, et les rochers de Provence dans l'aube qui s'étire autour des cyprès échevelés, autour des rails roussis par la vitesse folle du train, une ardeur secrète me concentre sur le maquis, les châtaigniers majestueux, puis me tourne à partir de Bocognanu vers les échappées fugitives du Renosu.

Tattone ! Nous sommes deux à descendre du train, et l'auto rapidement nous emporte. Ma compagne de route rit de la piété avec laquelle, malgré la pluie, je m'arrête à la fontaine de Sorba puis, sur l'autre versant, à la source du Châtaignier, pour me prosterner devant leur eau sincère et en absorber une salutaire ration. L'elixir a son effet immédiat. Finies, les fatigues du voyage. Les visions familières du pays se pressent devant mes yeux avides.

II. — LE VILLAGE

1° *Les partis.*

Un observateur averti remarque tout de suite dans le village une physionomie anormale, je ne sais quelle subtile division. Je dois reconnaître cependant que je ne me rappelle pas avoir rencontré un seul « adversaire » qui ne soit venu très franchement à moi pour la poignée de mains que l'on doit à l'arrivant. Aucun d'ailleurs n'aborde la question électorale si je ne l'y invite moi-même. Mon cousin S... me dit sur un ton éloquent : « Vous voyez, c'est la lutte. » Je lui réponds qu'il y a mieux à faire. Le chef de l'opposition, le docteur M..., vient aimablement prendre de mes nouvelles. « J'espère, ajoute-t-il en se tournant vers le maire, que nous ne nous compromettons pas aux yeux de nos partisans en nous serrant la main. » Nous échangeons nos impressions sur le caractère stérile de cette lutte florentine. Il l'explique par la fatalité des heurts sur l'aire étroite de nos localités. Tous les soirs ses partisans allument sur la place du village un grand feu dont les dimensions ont failli devenir dangereuses, et ils chantent : « *foc' a lu cepu* ». Nos partisans répondent par d'interminables chansons dont je n'ai pu saisir que des bribes, assez monotones à mon goût. Il me semble qu'il y a cinq ans la verve improvisatrice avait été plus féconde : elle avait suggéré des trouvailles comme ce défi homérique du 15^e couplet :

Ch'ellu venga lu pueta
 Lu famosu Saturninu
 Chi no faciamu la rima
 Un pocu più da vicinu :
 Vulemu chi la so musa
 Sia lu nostru strascinu.

Mais beaucoup de ces couplets sont devenus caducs : en effet une part de ceux contre lesquels étaient dirigés jadis nos quolibets ont rejoint notre parti. En revanche quelques-uns des nôtres ont passé de l'autre côté de la « palissade » (2) Ces regroupements n'enlèvent rien à l'ardeur combative des partis.

(2) *Revue de la Corse*, n° 56, en tête de la p. 95.

Faut-il considérer comme une singularité de cette âpre compétition le fait que les deux partis qui s'affrontent avec cet acharnement se réclament tous les deux de la politique piétriste ? Il est certain que les étiquettes politiques en Corse se réfèrent non à des « idées modernes » mais à des patronages substantiels. Notre ami P. C... s'est rendu auprès du député pour lui poser nettement la question : que faut-il penser du patronage invoqué par le jeune politicien qui s'est allié aux landrystes pour chasser Pierangeli du Conseil général ? Pietri a répondu en proclamant sa haute impartialité dans cette lutte qui met aux prises deux fractions du « même » parti.

Peut-on signaler du moins un principe de différenciation intrinsèque entre les deux fractions ? J'ai cru d'abord y réussir. La nôtre, me disais-je, est surtout rurale. La leur est composée davantage de retraités, de désœuvrés, d'intellectuels. J'avais causé un instant avec un jeune colonial sans arriver à savoir *pourquoi* il menait campagne. J'ai eu un entretien plus long avec un fonctionnaire d'Alsace, chez qui j'ai cru sentir contre la municipalité sortante le reproche d'étroitesse d'esprit. Mais l'affaire la plus importante est celle de Ghjalgacciu.

2° *L'affiche.*

Qu'est-ce que Ghjalgacciu ? Je ne sais quel est le vilain sapin qui a donné son nom au hameau et qui doit être oublié depuis fort longtemps. En tout cas *i Jalgacciani* sont traditionnellement laborieux, attentifs à leurs intérêts, dévoués les uns aux autres, bref très semblables aux autres Ghisonais leurs cousins. Mais les divisions électorales sont un écueil sur lequel les vertus les mieux assises sont souvent venues se briser. Ici l'esprit de division a pris la forme classique de la surenchère. Une « Amicale galgacciaise et ghisonaise » fondée à Paris a répandu sur les murs du village une affiche que j'ai lue de près, car c'était le premier présage de ce que la crédulité citadine mise au service des appétits électoraux pourra apporter peu à peu d'enflure verbale et de logomachie dans nos malheureuses luttes. Il est vrai que la solidité de « l'ombrageux paysan » est chez nous presque intacte, non pas à cause du nombre des illettrés qui va en diminuant, mais à cause du bon sens et du réalisme de la race.

L'occasion de l'affiche, c'est l'organisation des écoles à Ghjalgacciu. Mais le grand projet qui a dressé tant d'élec-

teurs contre l'ancienne municipalité concerne la construction d'une route carrossable allant jusqu'au hameau. Ce projet n'a que des partisans dans l'ancienne municipalité, et précisément pour le faire aboutir elle pense qu'il est nécessaire d'en étudier sérieusement l'exécution. Mais alors cela ne se fera pas tout de suite ? L'art d'exciter l'impatience et la discorde se donne libre carrière en de semblables occasions. Les habitants du hameau font confiance aux instrumentistes de ce prestissimo. On annonce qu'un ingénieur doit venir visiter les lieux avant les élections. On crée un état d'esprit plein d'animosité et de soupçon. Et l'affiche établit, dans le style un peu déclamatoire de ce genre de revendication, une opposition entre les intérêts des hameaux et les intérêts du village, comme si ce n'étaient pas là des intérêts solidaires et véritablement complémentaires les uns des autres.

Et maintenant, Muse, dis-moi quels sont les racontars qui circulèrent de bouche en bouche la veille de l'élection. Dis-moi qui inventa les propos les plus baroques et les débita avec le plus d'assurance. « Vous savez, le Préfet a envoyé l'ordre de tenir le scrutin à l'école des filles. — Non ? — Si, on le dit, c'est sûr. » B... par un retour curieux à de vieilles habitudes se montra infatigable dans cette besogne. Ses affirmations étaient si catégoriques que son oncle monta à la mairie pour demander s'il était vrai qu'on n'eût pas envoyé à Marseille les pièces relatives au décès du capitaine A. O... On n'eut pas de peine à le rassurer : tout était parti en règle. « Mais qui peut lui souffler des histoires aussi ineptes ? — *Calchi buzara.* »

3° *La campagne incendiée.*

Cependant la pluie a cessé et le printemps caresse la campagne. Je me hâte vers la route d'où l'on aperçoit (3) le massif neigeux du Renosu. Echapperai-je aux misères humaines pour retrouver la libre et fière nature ? Hélas ! à mesure que j'avance les ravages de l'incendie du 2 avril se montrent dans leur lépreuse horreur. Les pins qui commençaient depuis quelques années à ombrager la route, le vieux châtaignier au tronc vide ne sont plus que des cadavres noircis. Au loin, des deux côtés de la vallée du Fiumorbu, ce spectacle de désolation s'étale. Si le désert natu-

(3) V. **Corse Touristique**, n° 12, pages 18 et 19.

rel peut avoir sa beauté, la forêt tuée par le feu n'est que laideur. Adieu le charme de l'été, les grands bois pleins d'ombre et de mystère, les aromes salubres. Je parcours pied à pied le chemin de la dévastation, me rappelant les efforts dépensés depuis vingt ans pour donner un peu de vie à tel noyer, à tel pommier. Que d'heures joyeuses passées à piocher autour d'un jeune châtaignier ! Quelle voix secrète encourage celui qui travaille en faveur de la sève, ce curieux essai de la nature préludant à la mystérieuse chimie du sang ?

Je remonte sur ma colline ensoleillée. Les cyclamens répandent leur discret parfum.

Comment une ruine pareille a-t-elle été possible ? Oh ! c'est bien simple. Le lundi soir en quittant l'endroit où il avait allumé du feu, le négligent incendiaire a dû jeter un coup d'œil pour s'assurer que plus rien ne brûlait, et il est parti sûrement la conscience tranquille, d'autant plus que le temps était très calme. Mais dans la nuit le vent s'est mis à souffler et a gagné des forces d'heure en heure. Le mardi matin la forêt flambait et le feu se propageait avec une vitesse effrayante, envoyant parfois des flammèches à plus de cent mètres de distance. Il fallut renoncer à circonscrire le sinistre, et l'on se borna à protéger les maisons.

La gravité des dégâts a donc deux causes : 1° une négligence individuelle, qu'une organisation publique convenable eût presque certainement empêchée, — 2° une négligence collective dans la promptitude des secours. Car la menace dont toute richesse constituée est l'objet de la part des forces naturelles exige une riposte toujours prête. Rien ne se fait tout seul, que l'usure et la destruction.

La recherche de cette organisation du bien commun, sachez-vous, ô mes concitoyens, sachez-vous, Corses mes frères, comment cela devrait s'appeler ?

Politique.

Ni plus ni moins.

Voilà ce qu'une politique digne de ce nom doit chercher, réaliser, obtenir. Ce n'est pas votre faute si cette organisation du bien public n'est pas matériellement visible, officiellement représentée. Ce ne sont pas les citoyens corses qui ont imaginé de se convoquer chroniquement pour se diviser en partis adverses, pour se déchirer en compétitions électorales : c'est « le législaeur » (4). Laissez dire ceux qui

(4) V. *Revue de la Corse*, n° 56, p. 93.

répètent que vous n'avez pas le sens de l'intérêt général et de la solidarité. Les Corses ont toujours pratiqué l'assistance, *a ragione*, l'*oparata* et toutes les formes de l'entraide. Ce qui leur a manqué jusqu'à 1755, c'est l'unité de gouvernement, c'est une véritable souveraineté. Alors que d'autres pays avaient eu la chance de voir sanctionner par l'Etat les tentatives d'organisation sociale, corporative, judiciaire, les Corses se débattaient dans l'insubordination chronique et dans la fronde continuelle. Mais ils ne demandaient qu'à s'en libérer. Cette recherche ardente d'une autorité légitime aboutit à une réussite : le généralat de Paoli. Et même lorsque celui-ci dut céder devant la conquête, ses cadres subsistèrent et permirent à la Corse d'utiliser raisonnablement le gouvernement de la France tant que celle-ci ne fut pas elle-même livrée à la division et à la guerre civile. Ce que les Corses attendent de l'Etat c'est le bienfait d'un véritable gouvernement, c'est-à-dire, comme s'exprimerait A. Comte, « l'ordre et le progrès ». N'est-ce pas ce à quoi aspirent aussi les autres Français ? Ce n'est pas de l'élection que les Corses attendent ce bienfait. Ont-ils tort ?

III. — L'ÉLECTION

1° *Le scrutin.*

Le joli matin de mai vit le scrutin s'organiser et les hommes voter. J'étais parti tout de suite pour Piccia-di-Quarcu (5). La colline conversait avec toutes les montagnes penchées vers elle et pleines de compassion pour sa meurtrissure. Je m'assis une fois encore en face du Renosu et contemplai la grâce si fière de sa courbe. Aucune des taches de notre sol n'offensait la splendeur immaculée de sa neige. A droite, farouchement isolés i Pinzi Curbini luisaient de toute leur blancheur de pierre. Plus près le Kyrie Eleison dominait de son profil altier la vallée du Fiumorbu, cadre familial qui rappelle l'âme au sentiment de sa nature propre.

Le village est plus paisible que jamais. L'activité électorale est concentrée et comme recueillie. Plus de chants. Pas un cri disgracieux, pas un mot d'ivrogne. On commente l'arrivée d'un officier de gendarmerie, dont la présence vient

(5) *Corse Touristique*, loc. cit.

discrètement rappeler la haute et impartiale mission dont est investie la force publique. Le drapeau flotte à la fenêtre du premier étage de la maison d'école, et le soleil avive ses couleurs. Les propos que j'entends me paraissent empreints de mesure et de sagesse. On y sent cette modération d'un esprit *extenuantis profecto vires* selon la curieuse expression d'Horace. Les automobiles déchargent des groupes de *campagnoli* qui donnent la sensation d'une force compacte et résolue. Un de nos électeurs, qui a résisté à tous les assauts et même aux objurgations éplorées de sa sœur, a promis à celle-ci qu'il ne mettrait pas dans l'urne le bulletin manuscrit qui porte les seize noms de nos candidats. Pour donner un corps à cet étrange alibi moral il réclame donc un deuxième bulletin portant ces mêmes noms. « Je le lui montrerai, et ainsi elle sera tranquille, convaincue que j'ai été docile à ses instances ». Cas fort rare heureusement : car nous n'avons guère fait de bulletins en surnombre, nous étant trouvés à minuit assez fatigués lorsque le nombre plausible de nos partisans a été atteint. Pendant que je vais voir à la maison s'il en reste, arrive de Jalgacciu le groupe le plus impressionnant de nos adversaires. Je regrette de l'avoir manqué.

J'assiste du moins à la sortie, et je reconnais mon jeune concitoyen de La Flèche. Il me raconte comment ils ont été recrutés, mobilisés à Paris, comment ils ont voyagé en troupe depuis Paris, et comment un paquebot des Messageries Maritimes, faisant exceptionnellement escale en Corse, les a débarqués à Ajaccio. Ayant quitté La Flèche depuis plus de huit ans, je lui demande des nouvelles de sa famille. Pendant ce temps un des « continentaux » de sa troupe observe notre conversation, car l'embrigadement survit chez ces convaincus au scrutin lui-même. Il est à quelques pas de nous, mais dès que nos regards se croisent il me salue. Je lui réponds, et il s'approche pour engager la conversation. Je lui demande qui il est.

— M. Pieri.

— Quale, M. Pieri ?

— M. Pieri, de Galgaccio.

— Ma di quale, di chi famiglia ?

— Pieri, di Jalgacciu.

— Ma site numarosi, i Pieri in Ghjalgacciu ! Tant' astuti p'esse chi vo'un siate, ma numarosi site, di sicuru.

— Comu ? allora simu scemi ? Mi maravigliu c'un professore...

— Et parole d'un professeur à trouver s'empre...

Il quitte brusquement le sourire, essaie de répéter « dice chi no simu scemi » comme s'il espérait contre ce mot, qui est de son cru, dresser sa propre colère et amener la foule. Mais sa colère demeure hésitante et inconsistante. La foule, même composée de partisans des deux listes adverses, ne contient pas d'adversaires pour moi qui suis *pour* mon pays tout entier et ne suis en réalité contre personne.

Cependant dans mon for intérieur je m'en veux d'avoir à ce point manqué d'à-propos. Comment ai-je pu croire que ces jeunes gens, venus du continent à travers tant de difficultés pour faire aboutir aujourd'hui même leur projet de route carrossable en renversant la municipalité sortante, pouvaient écouter de sang-froid de telles paroles ? Je m'en veux de ma maladresse. L'homme est fait pour savoir parler à ceux qui se croient malveillants envers lui, de telle manière que cette croyance se dissipe à l'instant. Je me promets d'être plus avisé à l'avenir. Je ne suis pas fier de moi. En revanche je suis fier de mon village. Chaque fois que j'examine de près un des cas qui me sont rapportés, je m'adivis l'institution qui dresse les « partis » face à face, mais je comprends, je loue, j'admire la manière dont chaque électeur a résolu le problème moral qui lui était posé.

Voici comphère D... Il sait que pour obtenir les faveurs de son administration il lui faut l'appui d'un élu. Diverses circonstances ont fait de lui le vassal de X... Il lui est fidèle, même dans les cas où cet X n'est pas en cause. Il veut pouvoir se dire qu'il n'a jamais déserté son devoir féodal.

Un cas plus intéressant est celui du Directeur de l'école de B... Il est parent de M. P... qui comme lui habite B... Il semble qu'ils n'avaient qu'à rester tous les deux chez eux plutôt que d'accomplir péniblement, *séparément*, ce double voyage pour apporter dans l'urne... deux voix qui se neutralisent. Ainsi porte l'arithmétique, mais la sagesse qui connaît et mesure les impondérables sait bien que cette économie est impossible, et que cette double présence, matériellement inutile, est indispensable au moral des partis.

Le coup le plus savant a été celui de nos parents de S... Ils étaient inscrits aussi dans la commune de Ghisonaccia. Or trois de leurs voisins et parents étaient dans le même cas et du parti opposé. Ils se surveillaient donc réciproquement pour tâcher de savoir dans quelle commune ils voteraient... Les grands invalides ont été transportés en auto, sauf R... à qui l'on refusa, vu son état assez grave, le plaisir de voter.

Mais j'ai vu arriver J... P... et le père de mon contradicteur du matin, soutenu par ses deux fils.

Il est cinq heures. Nous nous demandons s'il ne va pas arriver quelque convoi automobile apportant les passagers d'on ne sait quel nouveau bateau. Mais peu à peu nous nous rassurons.

Un commissaire spécial d'Ajaccio envoyé pour examiner l'état des esprits me félicite du calme qu'il a constaté dans le village. « Quand on vient d'Ajaccio où la situation est si tendue, il est agréable de trouver un pays comme celui-ci. » Il demande à parler au maire. Je le conduis dans la salle de vote, que le maire n'a presque pas quittée depuis le matin. Cette assiduité n'est que trop justifiée, car un bulletin double peut être soigneusement dissimulé sous l'apparence d'un bulletin ordinaire : la plus grande vigilance est donc de rigueur.

Je fais les présentations.

— Bonjour, Monsieur le Maire.

— Bonjour, Monsieur le Commissaire. Désirez-vous assister au dépouillement ?

— Nullement. Je veux seulement vous faire savoir qu'en cas de besoin vous n'auriez qu'à me faire appeler.

— Bien, Monsieur le Commissaire, je vous remercie.

2° *Le triomphe.*

Le dépouillement commence, avec des alternatives impressionnantes. Je n'y assiste pas, et je m'en vais présider au repas familial. Aux questions qui me sont posées je réponds : notre majorité sera d'environ trente voix. Les pointages des plus compétents, Pierre de R... et Pierre de B... concordent, et ils sont corroborés par l'évaluation du maire.

En effet voici les membres du bureau de vote qui sortent et qui confirment exactement ces prévisions. La majorité est de 28 à 34. Il y a eu 436 votants, chiffre qui n'avait jamais été atteint. La joie crépite, les acclamations s'enflent en tonnerre dans la nuit noire. Car depuis plusieurs semaines l'électricité ne fonctionne pas et on s'éclaire comme il y a 20 ans, au pétrole. Je monte rapidement jusqu'à la maison pour informer du résultat celles qui, sans être électrices, portent leur lourde part des charges de la période électorale. En redescendant je rencontre à mi-chemin le cortège qui célèbre bruyamment sa victoire. Je félicite les victorieux et me joins à eux. La foule sans cesse accrue pénètre dans

toutes les pièces de l'appartement qui se trouve bientôt trop petit.

De toutes les scènes qui se déroulent alors celle qui m'a le plus frappé est la *bacchanale*.

Les femmes ne sont pas très nombreuses, une dizaine environ. Elles occupent la première place libre près de la porte d'entrée, entre la table et la cheminée ; mais les mouvements frémissants du groupe le portent tour à tour dans toutes les directions. La salle à manger est pleine à craquer : heureusement aucun couvert n'y est mis, les dîneurs sont dans les autres pièces, ici en majorité nous sommes debout. Elles chantent de toutes leurs forces dénouées par cette espèce de délire que Socrate décrit comme étant la troisième (6). Elles chantent à peu près à l'unisson, chacune déployant une agilité incroyable pour reconnaître le couplet ou le refrain à l'instant où il est entamé par celle qui se fait le mieux entendre. Elles chantent la tête haute, la figure animée, le geste assuré et infiniment souple. La sauvagerie et la pureté virginale qui ont tant frappé Mérimée donnent ici à l'accent du triomphe un éclat et une fougue inimaginables. Les plus jeunes doivent avoir douze ans, les plus âgées seize à dix-huit ans. Lorsque les couplets sont momentanément épuisés un refrain endiablé jaillit :

U merr'è Simone, o trariruleru,

U merr'è Simone, o trarirulà !

On les dirait transportées hors d'elle-mêmes, mais la plus grande dit soudain tout naturellement : « Arrêtons-nous avant d'être enrôlées, car il faut pouvoir chanter demain ». L'esprit s'interroge, un peu déconcerté, sur ce phénomène de dédoublement, et un rapprochement se fait : ces accents farouches, ce défilé d'images obsédantes, c'est exactement le pendant de l'improvisation funèbre, du *voceru*, de la ballade. C'est la même transformation de la personne, devenue un simple organe soit de la douleur familiale, soit du triomphe d'un clan. Car à travers les errements de la division et de la lutte c'est encore à l'union et à l'amour que l'âme humaine aspire.

Je ne pouvais guère compter sur cette nuit-là pour réparer mes forces. A 3 h. 12 on vient me réveiller. La maison

(6) *Phèdre*, 245 a.

grouille encore de vainqueurs à demi vaincus par le sommeil. Nous partons dès qu'ont été confectionnés pour le devant de l'auto deux drapeaux capables de claquer au vent : il serait indécent de promener le 6 mai, fût-ce à 4 heures du matin, une voiture non pavoisée.

3° *Rétrospections.*

J'emmène François L... qui me raconte de son air raisonnable les folies qu'il a côtoyées cette semaine.

— Toi cependant, on te laissait tranquille puisqu'on savait que tu avais quitté ta banlieue bien décidé à faire ce que tu croyais être ton devoir.

— Tranquille ? J'ai été appelé chez A... qui voulait me donner des arguments irrésistibles, à ce qu'il s'imaginait, en faveur de son parti.

— Et qu'as-tu répondu ?

— Je lui ai dit qu'avec moi ils perdaient leur temps.

— Ah ! et alors ?

— Alors il m'a bien recommandé de ne rien dire à personne de ce qu'il venait de me proposer.

— Alors gardons-nous bien d'en dire un seul mot.

L'Inzerca rugit au fond du torrent. Le jour vient, la plaine s'ouvre...

Arrivés en gare nous trouvons dans notre compartiment un voyageur transi. C'est naturellement un électeur : dans la nuit n'ayant pas trouvé de chambre il s'est glissé dans le wagon pour s'abriter contre le froid.

— Ce n'est rien si du moins vous avez remporté la victoire.

— J'ai voté avec la minorité.

— Voilà qui est plus grave que le froid.

— Je m'attendais au résultat, et je suis si peu l'adversaire de mes adversaires que j'ai déjeuné hier avec l'un d'eux, qui est mon oncle.

Ce singulier électeur me plaisait. De son côté il m'examinait avant cru me reconnaître. Mais comme il m'avait vu... lorsque j'étais élève au collège d'Ajaccio, il éprouvait le besoin de contrôler son hypothèse et comme j'étais descendu à l'une des gares du trajet il interviewa François qui, étant en train de manger un morceau, ne lui **cacha pas** la vérité. La liberté complète de l'esprit, la véritable *ἀδιαφορία* tant

cherchée des Anciens, donnait à la conversation la plus saine gaieté. Adjoint à l'école de B..., mon interlocuteur me raconte comment M. le Directeur a pris conscience de l'impossibilité d'éviter le voyage, en apparence inutile, dont j'ai expliqué plus haut la subtile signification. On lui écrivait : « Vous viendrez. D'abord vous avez promis. Et puis on vous attend. » Que répondre à cela ? Il n'y avait plus qu'à se rendre de bonne grâce.

Sur ce sujet de la domination des fonctionnaires corses par la politique les remarques les plus pénétrantes me paraissent avoir été faites par un observateur singulièrement bien placé puisqu'il était vice-recteur de la Corse. Ces fortes pages ont été publiées par *La Corse Touristique* dans son n° 48. La situation des fonctionnaires locaux y est décrite dans sa brutalité, et expliquée par ses conditions géographiques et historiques, mais les conséquences de la droiture des caractères sur le sérieux de la pensée et de la vie y sont déduites non moins rigoureusement :

Le verbiage, la phraséologie ne se rencontrent presque jamais. Les instituteurs insulaires ont le respect profond de toutes les croyances, et le sectarisme religieux ou politique leur est absolument étranger.

Et cet ancien chef extrait lui-même d'un de ses rapports officiels le témoignage dont les instituteurs corses peuvent être fiers :

Avec des fonctionnaires animés à un aussi haut degré du sentiment de leurs devoirs envers l'enfance, avec des instituteurs qui réussissent à faire de l'Ecole la maison de tous, et non pas celle d'une majorité éphémère et changeante, on ne saurait désespérer de l'avenir de la patrie corse, ni de celui de la patrie française.

Je ne méconnaiss pas les graves motifs d'inquiétude invoqués par notre nouveau confrère *L'Ame Corse* qui conclut au contraire (7) : « Le pays se meurt, la race s'éteint rongée par la vermine politique. » Mais sa critique même est une preuve de la résistance à l'envahissement des politiciens. Si l'organisation de l'autorité et de la responsabilité s'accomplit enfin depuis le haut jusqu'au bas, on devra ce bienfait

(7) N° 2, page 22.

aux pays qui font prédominer sur les « idées politiques » le caractère des personnes, et l'on verra que l'âme corse est demeurée saine et sauve.

F. SANTONI.

Agrégé de l'Université.

NOTES

**pour servir à la recherche de l'unité de longueur
usitée au moyen-âge dans le nord de la Corse**

M. J. Piétri, ingénieur, s'est livré à des recherches curieuses et intéressantes pour retrouver cette unité de longueur, qui aurait servi de base aux architectes dans la construction de nos édifices, en particulier religieux. Voici les résultats qu'il a obtenus.

A la Canonica, la longueur du côté des piliers carrés est de 0 m. 55 (d'après Mérimée), soit deux fois environ 0 m. 2775 ou une fois 0 m. 555. A la cathédrale du Nebbiu, d'après Boeswildwald, la longueur extérieure, abside non comprise, est de 27 m. 75, ou cent fois 0 m. 2775 ou cinquante fois 0 m. 555 ; la largeur extérieure est de 13 m. 55, ou quarante-neuf fois approximativement 0,2775, ou vingt-quatre fois et demi 0,555 ; la largeur de la nef principale est de 5 m. 28 ou dix-neuf fois 0 m. 2775 ou neuf fois et demi 0 m. 555 ; la largeur des collatéraux est de 2 m. 70 ou dix fois 0,2775 ou cinq fois 0,555.

A la chapelle de Notre-Dame des neiges de Brando, la longueur extérieure, abside non comprise, est de 13 m. 82 ou cinquante fois 0 m. 2775 ou vingt-cinq fois 0,555 ; la largeur extérieure est de 6 m. 64 ou vingt-quatre fois 0,2775 ou douze fois 0 m. 555 ; la largeur intérieure de l'abside est de 3 m. 86 ou vingt-quatre fois 0 m. 2775 ou sept fois 0 m. 555 ; la largeur de la porte principale atteint 1 m. 09 ou quatre fois 0 m. 2775 ou deux fois 0 m. 555.

A Sainte Catherine de Siscu, le diamètre de la crypte circulaire (*i tomboli*) est de 2 m. 82 ou dix fois 0 m. 2775 ou cinq fois 0 m. 555 ; la largeur des ouvertures inférieures

des deux couloirs souterrains descendant à la crypte est de 0 m. 56 et de 0 m. 565, soit deux fois 0 m. 2775 et une fois 0 m. 555 ; la longueur de la table de l'autel de la crypte est de 1 m. 12 ou quatre fois 0 m. 2775 et deux fois 0 m. 555 ; la largeur intérieure de la nef principale est de 7 m. 78 ou vingt-huit fois 0 m. 2775 et quatorze fois 0 m. 555 ; la longueur intérieure de la nef transversale est de 6 m. 73 ou vingt-quatre fois 0 m. 2775 et douze fois 0 m. 555.

Le château de la comtesse de Lavasina (d'après A. Ambrosi) a comme longueur, du côté sud de l'enceinte, 27 m. 97 ou quarante-huit fois et demi 0 m. 555, et comme largeur entre les deux murailles, au sud, 2 m. 70 ou dix fois 0,2775 et cinq fois 0 m. 555.

Ainsi les mesures 0 m. 2775 et 0 m. 555 semblent avoir été les deux dimensions essentielles des architectes.

Si l'église du Nebbiu a été prise pour base, c'est parce que cet édifice est isolé ; l'architecte n'a donc pas été gêné dans l'établissement de ses plans par des bâtiments voisins. Elle a été en outre bâtie avec soin, ce qui permet de supposer que ses dimensions ont été tracées avec exactitude par les maçons qui la construisirent.

Voici pour conclure quelle était la valeur des diverses mesures anciennes :

Le pied dans l'antiquité était de 0 m. 277 (1) ;

Le palmo de Gênes était de 0 m. 247 ;

Le pied de Sardaigne de 0 m. 24837 ;

Le pied d'Espagne de 0 m. 2785 ;

Le palmo de Pise de 0 m. 2984 ;

Le pied architectural de Florence de 0 m. 54817 (soit 0 m. 274085 \times 2) (2).

A la fin du XVIII^e siècle le Cap Corse paraît avoir adopté le pied de la région parisienne qui était de 0 m. 32484. C'est celui qui était appliqué à Esbalonga 0 m. 3237.

Jean PIÉTRI.

(1) Il semble avoir inspiré celui de Corse (note de la Direction).

(2) Ce pied fut peut-être employé à Pise, car la hauteur de la Tour penchée est de 54 m. 475, dans l'état actuel, soit sensiblement $0,54817 \times 100$. On pourrait supposer que ce fut le pied de construction de Florence qui fut employé au moyen âge en Corse. Il donne des résultats à peu près aussi satisfaisants que le pied de 0 m. 555 tiré de Sainte Catherine de Nebbiu.

Calvi au XVI^e siècle (1)

Calvi, petite forteresse dont la fondation est attribuée à Avorgarj de Nonza, était devenue, depuis le XIII^e siècle, une grosse bourgade, puis une ville. Son ancienneté, son rôle important dans les événements dont la Balagne et la Corse étaient le théâtre lamentable, la beauté de ses maisons hautes et spacieuses, solidement bâties sur le roc, en avaient fait, pendant plus d'un siècle, le siège du gouvernement de la Corse. Comme toutes les forteresses où l'espace est limité soit par des remparts, soit par des zones militaires, les maisons étaient serrées les unes contre les autres, et les rues très étroites. Chaque demeure avait une citerne où, faute de source sur un bloc granitique d'une hauteur de 45 mètres, on recueillait les eaux pluviales venues du toit.

Tous les corps de métier s'y trouvaient représentés, témoin celui des tisserands auquel appartient, dit-on, le père de Christophe Colomb qui serait né à Calvi dans le *carrughiu del Filo* (quartier du fil) ou quartier des tisserands. Ces maisons entouraient le château du gouverneur ou Palazzu, bâti au centre de la citadelle qu'il dominait et d'où rayonnaient les ruelles, vers le chemin de ronde, sur les remparts.

Cette éminence choisie par le fondateur de la Ville haute, Giovanninellu de Pietr' all' Arretta de Nebbiu, était devenue trop étroite pour la population toujours plus nombreuse qui venait y chercher un refuge ou que sa prospérité attirait. C'est pourquoi, par delà les murs, au pied de la citadelle, là où jadis avait grandi la ville que Ptolémée appelait *Caesia*, on avait bâti de nouvelles maisons, abritant, comme au temps de Pline, tout un peuple de marins, de petits industriels et de commerçants dont les fils devaient porter au loin les effets de leur intelligente activité. Ainsi s'était créé et avait grandi un faubourg voué à Sainte-Marie, la Vierge de l'Assomption, objet de la vénération particulière des marins et patronne du faubourg. A l'abri des hauteurs du Mozzellu et de Loretu, le long du golfe que protège la citadelle,

(1) Cet article est extrait d'une **Histoire de Calvi**, demeurée manuscrite, et écrite par notre compatriote M. E. Serveille, principal honoraire du collège de Calvi.

il s'était étendu, en longueur, jusqu'au nouveau couvent de Saint-François, au sud-ouest, et, en profondeur, jusqu'au pied de la colline vers laquelle il monte encore. Au centre, l'église de Sainte-Marie, aujourd'hui pauvre petite chapelle, tombeau des Rocca-Castellani, abritait les fidèles accourus aux offices religieux, près du cimetière où reposaient leurs morts. Calvi aurait compté à cette époque 400 feux, soit environ 4 000 âmes. Elle était considérée comme l'égale des grandes villes de l'Italie.

Sa prospérité était due au travail des habitants qui jouissaient de nombreux privilèges. Les campagnes, tant que l'ennemi ne les dévastait pas, étaient cultivées avec soin. Certes, alors comme aujourd'hui, le rendement des terres labourables était médiocre, la culture du blé et des autres céréales telles que l'orge, le seigle, le maïs, ne convenait pas à son sol argileux et sec, mais les cultivateurs étaient plus nombreux puisqu'on vivait surtout dans le pays sans autres ressources que celles du travail manuel. Par contre, les arbres fruitiers, la vigne y venaient en abondance et alimentaient Gênes et ses environs trop pauvres sur l'étroite bande rocheuse de la côte ligure. La cire et le miel de l'Oratoire de Saint-Antoine, les olives de l'Alzetta, de Coll' Altu, de Gesco et de Donatio étaient des plus estimés. Les cerises, les prunes, les abricots, les pêches, etc. fort goûtés ne déparaient pas la table des riches armateurs génois. La côte, poissonneuse à souhait, fournissait aux Calvais la source principale de leurs revenus. Nulle part en effet la pêche n'était plus abondante ou plus variée : les thons, les rougets, les dorades, les dentés, les congres, les murènes, etc., les homards et les langoustes, sans parler du menu fretin, jarrets et goujons de mer, nourrissaient à peu de frais (2) la population avec les truites de la Figarella et les anguilles des marais, et faisaient l'objet, avec le corail, d'un commerce d'exportation très actif et très rémunérateur. Le gibier était moins abondant, mais les chasseurs d'autrefois appréciaient, comme ceux de nos jours, la chair succulente des merles, grives, cailles, bécasses, perdrix, pigeons sauvages et enfin des lièvres et des sangliers que les guerres et le déboisement

(2) Le droit de pêche dans le golfe de la Revellata ou de l'Alga, était réservé, en 1546, à un fermier moyennant une redevance annuelle de 400 francs. pour 5 ans et l'obligation de ne pas vendre le poisson au-dessus de 4 sous la livre (Libro Rosso de Calvi, 1546). En 1821, la redevance était passée à 2.100 francs.

devaient éloigner. Sur les crêtes des collines de Pucciarellu, de la Serra, au pied du Capu alla Vetta, ainsi qu'à la Punta (presqu'île de la Revellata) paissaient de nombreux troupeaux de chèvres ou de moutons. La vente des chevreaux, des agneaux, des fromages de chèvre (*capruni*) ou de brebis (*pecurini*), celle des *brocci* exquis, ajoutait à l'aisance et au bien-être de chacun.

Sagement administrée, enrichie par le travail et l'harmonie de ses habitants, dotée de privilèges nombreux, commerçant avec Gênes, l'Italie et la Provence voisines, la cité connut des jours heureux, hélas ! souvent et cruellement payés. En effet, les guerres fréquentes, qui désolaient et ruinaient la Corse, ne pouvaient manquer de nuire à cette prospérité. Nous savons que c'est à Calvi que les Génois débarquaient les troupes, les armes et les munitions destinées aux luttes contre les Corses de la Balagne et du Sia. Calvi était donc vraiment un des boulevards les plus redoutables de la puissance de Gênes. C'est pourquoi la guerre exerça ses ravages sur son territoire et sous ses murs. Les campagnes de Calvi connurent bien des fois le pillage et l'incendie et bien des fois furent entièrement dévastées. Durant la guerre (1555) de Henri II contre les Hispano-ligures, les troupes de Paulin de la Garde, de Kassin Pacha et de Sampieru anéantirent presque entièrement le faubourg. La forteresse elle-même n'avait dû son salut qu'à la solidité de ses remparts, malgré l'héroïsme de ses habitants, hommes et femmes (3). Douze ans après, comme si les horreurs de la guerre n'avaient pas suffi à la ruine de la malheureuse cité, une épouvantable catastrophe détruisit presque la citadelle.

« Durant l'hiver de 1567, il y eut des froids très rigoureux
« accompagnés de pluies continuelles et de fréquents coups
« de tonnerre. Le vendredi, 22 février, au point du jour, la
« foudre tomba sur la Rocca, c'est-à-dire sur la tour de
« Calvi, où étaient déposées les munitions. L'explosion fut
« si terrible que la tour fut rasée jusqu'en ses fondements et
« que 35 maisons du voisinage furent ruinées car la ville est
« resserrée sur un espace fort étroit. Celui qui n'a pas vu ce

(3) L'Office de Saint Georges avait dépensé une somme de 60 mille livres de Gênes (600.000 francs) à la construction de ces remparts. Il ne les trouva pas assez solides. En 1545, afin de mettre la place en un meilleur état de défense contre les Turcs, il les avait fait consolider par l'addition de gros bastions et d'ouvrages flanquants rendant tout assaut inutile.

« spectacle ne peut comprendre tout ce qu'il y avait d'horrible et d'affligeant. Outre les dégâts matériels, cette explosion coûta la vie à 132 personnes (4) »

La Rocca ou tour de Calvi s'élevait au centre de la citadelle et du château du gouverneur. Selvago dei Selvaghi, gouverneur de la Corse pour le compte de l'Office de Saint-Georges, l'avait fait élever pour y loger les officiers et pour fortifier la place. La construction avait coûté 100 mille livres. Le bâtiment devait être vaste si l'on en juge d'après l'espace occupé aujourd'hui en cet endroit par l'hôpital militaire.

Gênes fit aussitôt rebâtir sur le bord du rempart, face à l'ouest et au Mozzellu, sur les ruines de nombreuses maisons, un autre château qui sert aujourd'hui de caserne aux troupes de la garnison. Six cents hommes peuvent y tenir sans peine. Ses murailles, aussi épaisses que les murs d'enceinte de la forteresse, pouvaient défier les épreuves du temps et braver les coups de l'artillerie ennemie. Il avait pourtant à redouter l'occupation du mamelon qui lui fait face et d'où l'on pouvait aisément bombarder la ville, comme cela s'était d'ailleurs produit en 1555. Aussi Gênes n'avait pas manqué de fortifier ce point en y élevant le fort du Mozzellu dont le rôle fut considérable au cours de l'histoire militaire de la forteresse. Il protégeait en effet les abords immédiats de la place, car il se dresse au point culminant de l'isthme qui sépare les deux golfes de la Revellata et de Calvi, le long desquels passent les deux voies d'accès de la ville. Plus au loin, on avait établi des postes d'observation dans la tour de Caldanu, au-dessous du village de Lumiu et dans celle de Spanu. On voit encore les ruines de ces deux tours, sur le bord de la mer qui les mettait en communication avec Calvi. La ville a soutenu de nombreux sièges. Elle capitula deux fois seulement : en 1420, devant la flotte et les troupes du roi d'Aragon, et, en 1794, devant celles du roi d'Angleterre. Sa chute fut consécutive chaque fois à la prise des hauteurs du Mozzellu.

E. SERVEILLE.

BIBLIOGRAPHIE

Anthologie des écrivains corses. — Nous nous en voudrions de ne pas joindre nos éloges à ceux que toute la presse insulaire a adressés à l'auteur et à l'éditeur de cet ouvrage (tome I^{er}, XV^e, XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles). Celui-ci a présenté avec un art typographique qui rehausse la valeur du volume les textes du Moyen Age que contenait le manuscrit. Les clichés qui reproduisent la première page des livres anciens sont nets et bien venus. Au point de vue matériel, l'entreprise est tout à fait bien réussie. Nous pouvons en dire autant de la partie intellectuelle que M. Yvia-Croce préparait depuis plusieurs années et qui répond à notre attente. Son vaste programme consistait à indiquer les Corses qui, depuis l'époque la plus ancienne, s'étaient signalés par leurs talents littéraires et à reproduire quelques-unes des pages les plus significatives de leur œuvre. On conçoit l'énormité de la tâche, puisque nos compatriotes montrent autant d'habileté à manier la plume que l'épée. Mais de même que nos premières compositions poétiques sont tombées dans l'oubli, de même les travaux en prose de ceux qui précédèrent le XV^e siècle nous échappent. Sans aucun doute, il y en eut, mais seul le hasard des découvertes épigraphiques ou archéologiques pourra nous rappeler leur nom ou leur production.

Le premier en date que M. Yvia-Croce ait pu nous signaler est Jacob Bacelli, qui naquit à Bonifacio, en terre génoise, vers 1385. Il rédigea en latin une histoire de la guerre entre la République de Gènes et le roi d'Aragon (**De bello Hispaniensi**) dont la publication n'eut lieu qu'en 1520. Il était contemporain du notaire Giovanni de la Grossa, mort en 1464, auquel nous devons une Chronique célèbre, en dialecte corse (d'où son archaïsme et son intérêt linguistique), que nous persistons à considérer comme la meilleure source de notre histoire nationale au moyen âge, malgré toutes les erreurs qu'on est en droit de lui reprocher. Pierre Cynée le suivit de près. Son *De rebus Corsicis* en quatre livres est connu par la publication de l'abbé Letteron en 1884 ; mais il est moins sûr que Giovanni et par son style farci de larges emprunts faits à César (1) il nous apparaît comme un plagiaire. Nous n'énumérerons pas la longue liste des écrivains corses signalés par M. Yvia-Croce qui s'arrête à Curzio Tulliano et à la Giustificazione de l'abbé Salvini. Nous nous bornerons à dire que les notes biographiques et bibliographiques, qui les accompagnent, augmentent grandement l'intérêt de l'ouvrage. Nous relevons toutefois la trouvaille faite par l'auteur du seul livre imprimé et actuellement existant des **Raguagli** d'Orazio Buttafuoco, de son vrai nom Pierre Simon Ginestra, composés à propos de la révolte de 1729, et qui avaient fait l'objet d'une étude critique de Dom Ph. Marini, notre savant collaborateur, dans la Revue (n^{os} 30 et 31).

Ajoutons que l'ouvrage in-quarto de 346 pages, sorti des presses de la Muvra à Ajaccio, pourra facilement être acquis par les amateurs d'histoire corse, puisque son prix est seulement de 20 francs. Il a été préfacé par M. Graziani, archiviste départemental, qui a

(1) Cf. Mattei-Torre : **Cynée plagiaire** (n^o 50).

fort bien montré le développement historique de notre littérature insulaire et dit en historien avisé et prudent des choses justes. Nous avons été toutefois un peu surpris qu'il n'ait pas signalé parmi les tentatives de ce dernier quart de siècle, faites en vue de populariser notre dialecte national, la revue **A Lingua corsa** qui vécut quatre années et l'**Annu corsu** d'Arrighi et de Bonifacio qui compte, avec les œuvres de Lucciana (Vatelapesca) parmi les meilleures publications contemporaines en langue corse.

Le dialecte corse, d'après un Italien. — Dans son numéro du 14 juillet, sous le titre suggestif en sa brièveté « Livres de Corse et de Malte », le grand journal italien la **Tribuna** a publié sous la signature O. F. Tencajoli, publiciste qui s'occupe beaucoup de notre île, un article dont voici l'exacte et intégrale traduction.

« A F. Filippini : Poésies, Livourne R. Giusti, 1929, lire 10.

La Muse du dialecte corse n'a jamais été aussi florissante qu'aujourd'hui et ce petit livre en est la meilleure preuve. Ces poésies, toutes inspirées d'une profonde tendresse pour l'île natale, chantent joies, douleurs, amours, visions et légendes de la patrie, en un rythme facile et attrayant. Dans la préface, l'auteur affirme avec de copieuses indications que le dialecte corse est une filiation directe du dialecte toscan (1) et que les Corses, comme l'a dit Salvatore Viale, ne peuvent avoir d'autre poésie, ni d'autre littérature que la poésie et la littérature italiennes.

Et jusqu'au second Empire, la langue italienne fut la langue usuelle (2) en Corse : la renier serait une folie. En attendant le dialecte en tient lieu, avec une tenace résistance, car on n'enseigne plus notre langue dans les écoles primaires. Revues et journaux en prônent chaque jour l'étude, par de chaleureux appels à la jeunesse, parce qu'il représente l'âme du pays, dans son passé, dans le présent et plus encore dans son avenir. Toute une pléiade de jeunes poètes a surgi en ces dernières années pour faire revivre la belle tradition de Pierre Lucciana, G. P. Lucciardi, Santu Casanova, Minicale, etc...

Quoique jeune, M. Filippini n'est pas le dernier de cette troupe d'esprits combattifs : son nom est déjà favorablement connu dans l'île où ses poésies sont lues et appréciées à leur juste mérite.

Ecrites dans le dialecte bastiais, à la fois doux et brillant, ces poésies laissent au lecteur une agréable impression de fraîcheur et de spontanéité. Lisez par exemple, **Elegia per una fata, Ninna nanna, U vecchiu campanile** et l'émouvant **Lamento** final. Il n'est pas douteux qu'à ce petit livre qui fait partie du « collier » du « **Giornale di politica e di letteratura** », sourira le succès le plus flatteur.

M. Filippini, qui nous réserve d'autres chants, est l'un de ces Corses qui ont repris l'ancienne tradition insulaire de venir terminer leurs études en Italie : il est, en effet, étudiant à l'Université de Rome ».

Anciens évêchés de la Corse. — Sous la signature de R. le **Petit Marseillais**, du 23 août au 8 septembre, nous a fait l'histoire som-

(1) Erreur très répandue, nous le savons, et qu'un peu de réflexion suffit à corriger.

(2) Non usuelle, mais littéraire. Les paysans corses n'ont jamais parlé l'italien.

maire des anciens évêchés de la Corse : Ajaccio, Aleria, Mariana, Sagona, Accia, sans se prononcer d'ailleurs nettement sur l'existence de cette ville d'Accia, qui donna son nom au siège et qui, pour peu de temps encore nous l'espérons, reste un des mystères de notre histoire au moyen âge.

Une visite apostolique en Corse, au XVII^e siècle. — Il s'agit de celle de Monseigneur Spinola, évêque de Sarzana, en 1686. Elle n'intéresse pas seulement l'histoire ecclésiastique par le tableau assez précis qu'elle donne du clergé et du culte à cette époque, mais l'histoire sociale du peuple corse lui-même, puisqu'elle contient de nombreux détails sur l'état économique et moral des habitants. M. l'abbé Casanova, curé de Zicavù, l'a reproduite dans les colonnes du « Petit Marseillais », en septembre-octobre 1929, d'après le manuscrit conservé à la Bibliothèque de l'Université de Gênes. On pourra la comparer utilement avec les visites des évêques de Mariana et Accia, faites en 1646 et en 1740, que la Société des Sciences historiques a publiées.

Napoléon à l'île d'Elbe. — Nous relevons dans le **Journal des Débats** un article, reproduit par **Bastia-Journal** le 29 septembre 1929, qui, d'après les mémoires du docteur anglais Blackie, témoin du débarquement de l'Empereur sur la terre d'exil, nous donne quelques détails inédits sur le trajet impérial de Fréjus à Porto-Ferrajo et sur la mentalité française et britannique à ce moment.

Le roi Murat en Corse. — M. Ersilio Michel, en historien érudit et curieux, a eu l'idée de rechercher dans les archives toscanes et vaticanes les rapports officiels et officieux relatifs à l'aventure désespérée du beau-frère de Napoléon en Corse. Il a, grâce à cela, publié dans l'**Archivio storico di Corsica** un récit nouveau et détaillé des vicissitudes du personnage, depuis son arrivée à Bastia (25 août 1815) jusqu'à son débarquement à Pizzo, dans le royaume de Naples, le 8 octobre, immédiatement suivi de sa mort. Le **Petit Marseillais**, dans une série d'articles, (septembre-octobre 1929) a résumé cette étude très documentée.

Le général Graziani. — La **Revue des deux mondes** nous a, cette année, donné, sous la signature de notre ancien ambassadeur à Rome, Camille Barrère, un récit du rôle joué par le général Graziani, pendant la dernière guerre. Il n'a pas exagéré les mérites de notre compatriote. Seule sa modestie est cause de l'effacement dans lequel il se complait, mais l'histoire impartiale le mettra à sa véritable place, celle d'un des meilleurs artisans de la victoire. C'est le cas de répéter ici : le véritable mérite n'éclabousse guère.

Contes et nouvelles : frais de poursuites. — C'est une histoire, alertement contée par M. René Duverne, dans la revue **Le Domaine** de Juillet 1929, des difficultés que rencontre un jeune receveur d'enregistrement, plein de zèle et d'illusions, pour appliquer, dans une Corse pauvre, les règlements de l'administration édictés pour les régions plus riches de la France.

Corses du Maroc. — Nos compatriotes du Maroc, qui savent s'unir et se réunir, et qui voudraient que leur esprit de solidarité gagnât les Corses du monde entier, ont fait publier par un numéro spécial de la **Vérité Marocaine**, grand hebdomadaire que dirige l'un d'entre

eux et l'un des meilleurs journalistes du protectorat, notre compatriote Jean Peretti, président de la fédération corse, le récit de la fête qui a réuni à Fedhala les insulaires établis dans presque toutes les villes de la colonie. La réunion fut honorée par une visite du résident général. Cette idée de créer un contact entre tous les groupements corses de cette région africaine et de reconstituer, pour une journée au moins, la patrie corse sur une terre lointaine, est excellente. Le numéro, qui a été répandu dans le milieu insulaire, est abondamment illustré, en même temps que d'un format unique 45 et 63 centimètres.

Nos provinces françaises. — M. Blondel de la Rougery, éditeur, a fait paraître un bien bel ouvrage sur les provinces de France. Par son originalité, par son illustration, par son exactitude, il mériterait d'être connu de tous les petits Français et d'être choisi comme livre de prix ou d'étrennes par tous les universitaires ou par tous les pères de famille. La documentation géographique et historique sur nos anciennes provinces et sur nos départements actuels est parfaite. Les compositions en huit couleurs sont l'œuvre de ce spirituel artiste qui a nom Pinchon, le créateur des albums d'images consacrés aux mésaventures de Bécassine, beaucoup plus répandus, et à tort, que celui des Provinces. Nous en parlons ici, à cause de la bonne impression que nous a faite la partie réservée à la Corse. Nous doutons fort que nos petits élèves puissent apprendre mieux et plus rapidement à connaître une île française que tant de continentaux ignorent. Les particularités géographiques, historiques, économiques sont indiquées à l'aide d'un petit dessin qui, pour chacune, est une trouvaille. La carte de l'île mériterait d'être encadrée et de figurer dans chaque intérieur. Voilà de la bonne et exacte pédagogie. Nous recommandons (qu'on veuille bien croire à une publicité désintéressée !) ce volume d'images (18 francs relié dos toile) à tous nos lecteurs. Ils ne regretteront pas leur modique dépense. Le demander à l'éditeur : 7, rue Saint-Lazare, Paris.

NOUVELLES

en quelques lignes

Session du Conseil général. — Notre assemblée départementale s'est réunie le 23 septembre dernier. Ses discussions ont porté sur des questions particulièrement graves, que le président, M. Landry, avait indiquées dans son discours inaugural. Celle des services maritimes ne pouvait que provoquer un long débat. Sans doute il y a lieu de se féliciter de l'entrée en service de trois beaux paquebots, mais la contre-partie est terrible puisqu'elle entraîne l'augmentation des tarifs. Nous avons exposé ici même notre sentiment. Voici celui de M. Landry : « Nous devons combattre la péréquation avec les services de l'Afrique du nord, comme l'application pure et simple du tarif ferroviaire. Nous sommes un département français qui ne peut vivre économiquement et moralement que s'il est en quelque sorte soudé au territoire national. L'Etat doit nous dédommager de notre insularité ».

Le président a rassuré l'opinion au sujet de la construction du

chemin de fer de la côte orientale dont le projet a été signé par le Ministre des travaux publics.

Pour le désenclavement des communes, le crédit de cinq millions va être doublé ; la moitié en sera consacrée aux hameaux. La Corse sera la première à en bénéficier.

Quant à l'électrification, pour laquelle les prestations devaient jouer un rôle capital, elle risque de subir un arrêt. La suppression du plan Dawes et son remplacement par un plan Young (qu'on a voulu nous présenter comme plus avantageux que le premier) va nous priver du concours de l'Etat : « Ce sera, a ajouté M. Landry, une aggravation des difficultés que j'avais signalées l'an dernier ».

Electrification de la Corse. — Cette question a donc justement préoccupé le Conseil général. Un rapport de M. Cagninacci a examiné les solutions susceptibles de remplacer les prestations en nature, car personne ne songe à renoncer au programme élaboré en 1928. Toute liberté serait laissée aux syndicats d'emprunter au Crédit agricole, au Crédit foncier ou à la Caisse des dépôts et consignations, avec la garantie de l'assemblée départementale, qui utiliserait la subvention cinquantenaire, dont on solliciterait la prolongation. Le seul inconvénient résiderait dans la création d'une surtaxe à la consommation qui porterait le prix du kilowat à 2 fr. 89 pour la lumière. Telle est la répercussion grave que la politique générale du gouvernement a eue sur notre économie insulaire.

La subvention cinquantenaire. — On sait qu'elle doit être employée exclusivement à des travaux d'utilité publique. Elle a donc été affectée cette année, d'après un rapport préfectoral, 1° à l'électrification de la Corse (un million) ; 2° à celle de la Balagne (achèvement 580.000 fr.) ; 3° au canal d'irrigation de la Figarella (286.732 fr.) ; 4° au port de Sagona (70.000 fr.) ; 5° enfin à l'extension du réseau rural d'électricité de la ville d'Ajaccio (61.836 fr.).

Mouillage de Portu-Pollu. — La construction d'un quai permettant aux bateaux d'accoster dans cette baie qui dessert la vallée du Taravu coûterait une dizaine de millions. On s'est donc borné à prévoir un appontement en béton armé de 80 m. de longueur et de 4 m. de largeur qui entraînerait une dépense de 400.000 fr. mais seuls les vapeurs et les petits voiliers pourraient fréquenter le port.

Pour la rapidité des relations maritimes. — M. P. O. Poli, l'actif président de l'Union des Corses reprend dans l'*Ami du Peuple* du 20 septembre une idée de M. Maurel, président honoraire du club nautique de Nice. Elle suggère l'utilisation pour la Corse des navires du type en service entre Douvres et Calais ou entre Dieppe et New-haven qui effectuent leur traversée à la vitesse de 24 nœuds. Antibes, choisi comme port de départ et d'arrivée, serait ainsi à moins de quatre heures de Calvi. On devine l'intérêt politique, économique et touristique qu'aurait cette liaison rapide entre les deux Frances continentale et insulaire. Le rêve n'est-il pas réalisable dans un pays qui méprise le mot impossible ?

L'adduction d'eau potable. — Le pari mutuel vient d'accorder une somme de 2.769.120 fr. pour les travaux d'adduction dans notre île. Elle sera partagée entre plusieurs communes. Il serait intéressant de connaître le total des subventions qui ont été ainsi affectées à l'œuvre d'assainissement de la Corse depuis déjà tant d'années.

La récolte des cédrats. — Aux dernières nouvelles, la récolte sera moyenne en Grèce et en Italie, mais dérisoire, malheureusement, en Corse. Les ravages du froid y furent énormes. Espérons que l'hiver prochain des essais de protection contre la gelée seront faits par les services agricoles qui possèdent les appareils nécessaires et rappelons l'existence de ces réchauffeurs dont un numéro de la **Revue de la Corse** a parlé, avec gravure à l'appui. Une note détaillée et illustrée, datée de Redlands, en Californie, nous en affirme l'utilité : « nos 140 acres de jardins, protégés par les réchauffeurs, nous ont donné une récolte d'environ 150.000 dollars, alors que sans ces appareils la perte eut été totale. » C'est ce qui est arrivé en Corse en 1920.

Les sauterelles. — L'agriculteur avait déjà, dans notre île, de terribles adversaires, tels que la sécheresse, le vent, le feu, les insectes, la rareté de la main-d'œuvre. Voilà qu'un nouvel ennemi se joint aux précédents. Les communes de Monaccia, Aullène, Caldarellu, Bonifacio, Figari, Sotta ont été à leur tour ravagées par les sauterelles. Il sera peut-être plus facile de lutter contre ces voraces criquets que contre l'incendie par une organisation dont la Balagne, depuis longtemps atteinte, nous donne le modèle, mais reconnaissons que le découragement du paysan insulaire et son émigration vers le continent ne sont pas tout à fait repréhensibles.

Le cheptel corse. — Le **Journal officiel** du 16 juillet a publié les chiffres suivants pour l'année 1928 : 6.000 chevaux (ce qui place notre département presque au dernier rang) ; 25 000 bœufs (même remarque) ; 36.000 porcs (ce qui met notre île à la 35^e place) alors que la Moselle en renferme 190.000) ; 5.000 ânes (l'Aveyron en a le double, mais la Corse est au quatorzième rang) ; pour les mulets, dont le chiffre est de 7.600, notre place est la cinquième, celle de la Drôme la première. En revanche notre troupeau de moutons arrive à 265.200 unités, mais si nous occupons le cinquième rang, celui de l'Aveyron est au premier avec un nombre double. Seule une armée de chèvres nous met en tête des départements français, puisque 175.000 de ces ennemis des jeunes pousses parcourent nos pentes rocheuses et nos plaines incultes. Il vaudrait mieux pour beaucoup de raisons que les bovins eussent toutes nos préférences.

Ne déboisons plus. — La catastrophe qui s'est produite à Ocana le 17 septembre et qui a coûté la vie à trois personnes a été un nouvel avertissement de la nature à nos montagnards. Elle est encore la conséquence du déboisement de nos sommets. Les eaux de pluie que n'arrêtaient plus les arbres et la terre végétale s'écoulèrent rapidement dans le lit du torrent et dévalant furieusement sur les pentes entraînaient d'énormes pierres. Elles s'abattirent sur le malheureux village qui fut en partie détruit. Si l'agglomération avait été protégée par une forêt, la crue aurait été enrayée, muselée, limitée. On n'aurait eu à déplorer ni pertes humaines ni destruction de richesses. Respectons les arbres et les forêts, mes chers compatriotes. Le Préfet propose de dépenser 4.200.000 francs pour commencer le reboisement. Mais si les habitants coupent les vieux arbres et si les bergers laissent leurs animaux brouter les jeunes plants, à quoi bon cet effort de l'administration forestière ?

Les mines d'Osani. — On annonce qu'une société s'est constituée pour exploiter l'unique gisement d'antracite que la Corse possède et qui contiendrait un million et demi de tonnes de ce minéral pré-

cieux. Nous savons trop quelle richesse apporte à un pays la mise en valeur de ses bassins houillers pour ne pas souhaiter pleine réussite à la nouvelle entreprise. D'après Hollande, la superficie de notre bassin serait de 800 k2 environ, entre le mont Senninu et Capu di Murzu (1).

L'exposition Corse à la foire de Marseille. — Elle n'a peut-être pas encore soulevé dans notre île un grand enthousiasme, mais elle a donné de meilleurs résultats que l'an dernier. Le rapport de l'administrateur de la Maison corse de notre grand port méditerranéen est un peu moins pessimiste. Les exposants des produits insulaires ont été plus nombreux et les transactions plus abondantes, grâce à la gratuité du transport, accordé jusqu'à 300 k. de marchandises. Il y a lieu de signaler que les organisateurs avaient eu l'excellente idée d'adjoindre aux échantillons agricoles et industriels quelques œuvres de nos peintres et de nos écrivains, car il s'agit de faire connaître et apprécier la Corse par tous les moyens. Mais comme l'écrit M. Carlu Giovoni : « Il faut que la légende de la pauvreté insulaire disparaisse ; il faut prouver que l'île contient des richesses de toute sorte, intellectuelles et économiques, qui ne demandent qu'à être exploitées selon les méthodes modernes. Alors l'Etat s'intéressera davantage à nous et, nous appréciant davantage, ouvrira plus largement les cordons de sa bourse ».

Le monolithe d'Algaïola. — Ceux qui s'intéressent à ce gigantesque morceau de roche granitique, long de 27 mètres, large de 2 m. 75 et du poids de 300 tonnes, qui devait servir de socle à une statue de Napoléon I^{er}, trouveront dans le **Petit Bastiais** du 7 août 1929 de nombreux détails sur le projet et sur la cérémonie qui inaugurerait la mise en exploitation de la carrière, d'où sortit le monolithe, le 11 juin 1837. Les journaux de l'époque : l'**Insulaire français**, le **Journal de la Corse** et le **Moniteur Universel** en parlèrent longuement.

Une statue de Napoléon I^{er} érigée en 1929. — L'imposante statue de l'empereur, due au talent du sculpteur Frémiet, vient enfin de trouver un emplacement. Elevée à Grenoble, déboulonnée en 1870, elle a été dressée près de cette ville, dans la plaine de Lafrey, pour rappeler l'enthousiaste chevauchée de Napoléon depuis l'île d'Elbe jusqu'à Paris, en 1815. Le monument ne manque ni de grandeur, ni de vérité. Réjouissons-nous de cette réparation, accordée à un compatriote qui rétablit l'ordre en France et lui donna la gloire, ainsi que du blâme infligé aux vandales du siècle passé.

Dans ce même ordre d'idées, signalons que des fêtes solennelles ont été organisées pour le 120^e anniversaire de la création de l'Illyrie napoléonienne. Elles se sont déroulées en Yougo-Slavie, en présence du ministre de France, représentant notre gouvernement. C'est là une preuve nouvelle que le resplendissement de la France au dehors est, en partie, l'œuvre de Napoléon I^{er}.

Le Comité Tessarech. — Nous avons dans un précédent numéro (56), publié sous la signature de M. Chauvet, professeur agrégé à Paris, un article annonçant la disparition du grand musicien Tes-

(1) Cf. **Géologie de la Corse** ; 1918, Bastia.

sarech, notre compatriote. Pour éviter qu'un injuste oubli ne s'apaisât sur sa mémoire, car les morts vont vite, quelques Français, amis ou admirateurs du plus grand guitariste de notre temps, ont décidé de constituer un comité chargé de perpétuer le souvenir de ce maître, de divulguer son œuvre et la merveilleuse technique qu'il avait inventée. Toutes les personnes qui s'y intéressent peuvent faire partie de l'association, soit à titre de membre d'honneur ou de fondateur (500 et 50 fr.), soit au titre plus modeste de membre actif (20 fr.).

Le Comité est constitué par M. Chauvet, professeur au lycée Buffon, président ; M. Vincent Poli, sous-chef de bureau au ministère des Beaux-Arts, vice-président ; M. Roujon, auditeur à la Cour des Comptes ; M. François Agostini, 43, rue Alain-Chartier, à Paris, secrétaire et, M. De Sèvre, artiste-peintre.

Ce premier groupement va s'efforcer de « révéler au public les œuvres de Tessarech que de grands maîtres ont placé au rang des plus belles productions musicales, qui honorent la Corse et la musique française ». Nous recommandons à nos lecteurs ce projet patriotique et artistique.

Primavera Corsa. — Le Congrès de l'Union des Corses, que présidait M. P. O. Poli, directeur de l'**Echo de la Corse**, a été tenu le mois dernier à la mairie du X^e arrondissement. Il a, au cours de ses séances, dressé un véritable cahier des revendications insulaires. Elles sont connues pour la plupart. L'une d'elles nous a cependant particulièrement intéressé, car elle a trouvé pour défenseur un continental, épris de notre île, qu'il connaît mieux que tant d'autres pour y avoir fait deux séjours prolongés, en d'autres termes l'auteur de : **Sur les Chemins de la Corse**, un des plus récents succès de librairie, le docteur H. Aurenche, de Paris. Il s'est constitué le propagandiste d'une idée qui est le fruit de ses nombreux voyages à l'étranger, et dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs dans les n^{os} 44 et 54 de la Revue : la Primavera Corsa. Il s'agirait de créer une organisation touristique qui, comme pour la Sicile et la Sardaigne en Italie, permettrait aux voyageurs de visiter l'île française avec des réductions sur le prix du voyage atteignant 40 à 50 %. La France ne pourrait-elle pas faire pour la Corse ce que l'Etat voisin a imaginé pour ses îles méditerranéennes ? Nous reviendrons là-dessus dans un prochain numéro avec un article documenté du docteur Aurenche.

Les Elections sénatoriales — Voici le résultat des élections qui ont eu lieu le 20 octobre : Paul Darnier, 416 voix ; Emile Sari, 411 ; Adolphe Landry, 408 ; Sébastien Gavini, 401 ; Joseph Giordan, 397 ; C. de Roccaserra, 390. Les trois premiers sont donc pour neuf ans nos représentants au Sénat.

Le Directeur Gérant,

A. AMBROSI.

PAGES

réservées à la publicité

ÉTABLISSEMENTS VINCENTELLI S. A. ANVERS (BELGIQUE)



Fabricants et Fournisseurs Généraux
DE MATIÈRES PREMIÈRES
pour la PATISSERIE, la BISCUITERIE
et la BOULANGERIE FINE

SPÉCIALITÉ :

TOUS LES FRUITS CONFITS SANS EXCEPTION

TELEGRAMMES : VINCENTELLI ANVERS

Codes A. B. C. 5th et 6th Ed.

Pour la publicité, s'adresser exclusivement à

M. A. F. VINCENTELLI

177, Rue Lozane, ANVERS (Belgique)

LA VOLONTÉ NATIONALE

Journal Bonapartiste

11, Rue Newton, — PARIS (XVI^e)



VIEUX

PATRIMONIO

MIS EN **CAVE**

PAR

Santandrea Noël - BASTIA

NO TEMPLA DA TORINO - MARSEILLE - PARIS

“PONTENOVO”

Vin du Cap au Quinquina

MARQUE DÉPOSÉE

BOURGEOIS Frères & Fils

BASTIA (CORSE)

Maison fondée en 1867

= 60 ANNÉES D'EXPÉRIENCE =

LE
"Cap Corse"
APÉRITIF

est une création de

L. N. MATTEI

*Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur du Mérite Agricole*

Maison fondée en 1873

LA GRANDE MARQUE CORSE

Le seul devant être servi à la demande :

Un "CAP"

Un "CAP CORSE"

Un "MATTEI"

Appellations déposées conformément aux lois

— Exiger la marque et l'étiquette rouge —

PAINS D'ÉPICES

"Royal-Régal"

de MAITROT & COELHO

63, Rue Comtesse-de-Flandre

BRUXELLES-LAECKEN

Produits de qualité

LES CIRCUITS DU CAP CORSE

EN AUTO-CARS LES PLUS CONFORTABLES

140 kilomètres de parcours en passant par

L'IMPRESSIONNANT DÉFILE DU LANÇONE

Départ tous les jours à 8 heures. Retour à BASTIA, à 18 heures

PRIX: 60 FRANCS

DIVERS CIRCUITS PÉRIODIQUES

LOCATION D'AUTOMOBILES PARTICULIÈRES
ET D'AUTO-CARS POUR GROUPES

Pour tous renseignements et itinéraires d'excursions GRATUITS, s'adresser :
à MM. AGOSTINI FRÈRES

38, Boulevard Paoli, BASTIA (Corse)

Adresse Télégraphique : AGOSTINI AUTO BASTIA — Téléphone 0,94

CHEZ VOUS

Jeunes gens, jeunes filles, adultes, il est facile de préparer
rapidement et par **CORRESPONDANCE**

Sous la direction de Professeurs spécialisés
ou de Professeurs agrégés des Lycées de Paris

- 1° les examens de l'enseignement primaire, primaire supérieur et secondaire, (certificats, brevets élémentaire et supérieur, baccalauréats ancien et nouveau régime, école coloniale, écoles d'agriculture, etc.), préparation partielle ou complète.
- 2° toute situation commerciale, financière et industrielle (aide-comptable, teneur de livres, caissier-comptable, correspondant en langue française ou étrangère, sténo-dactylographe, dessinateur-industriel, etc., etc.)
- 3° tous les concours administratifs : (ministères, chemins de fer, Banques, Postes et Télégraphes, douanes, préfectures départementales, préfectures de police et de la Seine, inspection du travail, caisse des dépôts, contributions directes, Assistance publique, Trésoreries générales (France et colonies), Octroi de Paris, Société du Gaz, etc., etc.)
- 4° les carrières militaires suivantes : de l'armée active (peloton des élèves officiers de réserve E.O.R., Ecoles de sous-officiers, Ecoles d'Officiers de Saint-Maixent, Saumur, Poitiers, Versailles, et de Gendarmerie, Adjudants d'administration du génie, agents et sous-agents militaires ;
de l'armée de réserve (attachés d'intendance, sous-lieutenants d'administration du service de l'intendance et du service de Santé). Devoirs corrigés par des militaires.

Détachez cette page de la Revue et envoyez-la sous enveloppe affranchie, avec votre nom et votre adresse, en soulignant l'indication de l'examen que vous désirez préparer,

A L'ÉCOLE PIGIER, 53, Rue de Rivoli, Paris (1^{er})

Vous recevrez aussitôt, sans engagement et sans frais,
le programme et tous les renseignements.

OUVRAGES RECOMMANDÉS

VIENT DE PARAÎTRE :

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE DE LA CORSE, par A. Ambrosi-R.; brochure in-8° de 90 pages et 43 photogravures, Etude des particularités géographiques de l'île. Prix : 6 francs (franco : 7 francs).

La demander à l'auteur, 9, Place du Général-Beuret Paris (XV°).

OUVRAGE RECOMMANDÉ

Histoire de la Corse, par A. Ambrosi-R., in-12 de 160 pages et 63 gravures.

Chez l'auteur, même adresse que ci-dessus, ou chez l'éditeur Jansson, successeur de Piaggi, à Bastia. Prix : 5 francs (6 francs franco).

BANQUE DE LA CORSE

ALTIERI & NAPOLEONI

15, Place Saint-Nicolas et 41 bis, B^e Paoli, à BASTIA

Principales Opérations de la Banque

Escompte et recouvrement du papier de commerce — Comptes de chèques — Compte de dépôts à préavis et à échéances — Lettres de crédit — Opérations de change — Ordres de Bourse — Souscriptions — Opérations sur titres — Garde de titres — Prêts sur titres — Encaissement de tous coupons — Garantie contre le risque de remboursement au pair et la non-vérification de tirages — Renseignements financiers, industriels et commerciaux — Surveillance de portefeuilles, etc., etc.

LOCATION DE COFFRES-FORTS

Compartiments depuis 30 francs par an

“Damiani”

LE DELICIEUX VIN DU CAP CORSE AU QUINQUINA

Rouge ou blanc 18°

BASTIA : siège social et maison principale.

PARIS : Bureaux et magasins d'exposition :

139, F^{te} Poissonnière (Prochain 35-97).

LYON : dépôt, 70, Cours Lafayette.

MARSEILLE : Impasse des Peupliers (Prado).

EXPORTATION : dans l'Univers entier.

VRAIE MARQUE